

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 298
du 27 novembre
au 10 décembre 1989

RDA
**La table ronde
de Krenz**



AFRIQUE DU SUD
**Pourparlers pour
une négociation**

PHILIPPINES
**"Guerre de basse
intensité"**

TCHECOSLOVAQUIE
**La revanche
de l'Histoire**

15 FF - 4 FS - 85 FB

EL SALVADOR

L'offensive du FMLN



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).
Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire
numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 298

Du 27 novembre
au 10 décembre 1989

- 3 EL SALVADOR
Appui total au peuple salvadorien
INPRECOR
- 4 L'épreuve de force
Arnold BERTHU
- 5 Chronique d'une offensive annoncée
Arnold BERTHU
- 7 Appel du FMLN
DOCUMENT
- 8 REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE
Chevaliers de la table ronde
Manuel KELLNER
- 10 L'actualité du socialisme
Interview de Herbert MISSLITZ
- 11 « Ni RFA, ni RDA ! »
Interview d'André SACHADAE
- 12 La misère allemande
Manuel KELLNER
- 14 EUROPE
Turbulences de l'Ost-politik
Claude GABRIEL
- 16 PHILIPPINES
Contre-insurrection, terreur
et démocratie
Paul PETITJEAN
- 21 AFRIQUE DU SUD
Pourparlers pour une négociation
Peter BLUMER
- 25 Projet de Constitution
DOCUMENT
- 27 La Glasnost et ses limites
- 28 TCHECOSLOVAQUIE
La revanche de l'Histoire
Interview de Petr UHL

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.



« Il faut supprimer l'article Pays basque pour passer
l'article Salvador qu'il faut raccourcir pour passer l'article
Allemagne de l'Est, dont il faut couper la moitié pour
passer la Tchêco qui remplacera l'article sur le Brésil...
Et vive la révolution mondiale ! »

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal

Pays

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108
Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

**Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -**

Appui total au peuple salvadorien

A PEINE, quelques mois après son arrivée à la présidence, le gouvernement de Cristiani a souffert d'un tel processus d'affaiblissement que, pour se maintenir au pouvoir, il a dû recourir de façon croissante à son principal allié : le gouvernement impérialiste des Etats-Unis. L'administration Bush, et le groupe de militaires corrompus se ralliant à la *tandona* (1), sont les uniques planches de salut de cette dictature agonisante. Sans l'appui matériel et sans les millions de dollars que l'impérialisme nord-américain envoie au gouvernement salvadorien pour massacrer la population, il est clair que cela ferait déjà un bon moment que le peuple du Salvador aurait pris en main son propre destin.

La force du FMLN

L'offensive commencée le 11 novembre, et qui a duré plus de dix jours, a mis à mal les absurdes versions formulées par le gouvernement Cristiani et le Haut-commandement des Forces armées salvadorienne selon lesquelles le FMLN connaissait un processus de d'affaiblissement politico-militaire. Au contraire, si le FMLN a pu s'asseoir en diverses occasions à la table des négociations, pour chercher une issue politique à la longue guerre qui ensanglante le pays, c'est grâce à sa force et à sa solidarité, ainsi qu'à sa capacité à se construire en tant que représentant indiscutable du peuple salvadorien.

C'est précisément à la table des discussions que le FMLN a asséné une première défaite à la dictature Cristiani, en montrant clairement que le gouvernement d'ARENA n'a rien à proposer d'autre que la poursuite des assassinats de milliers de salvadoriens et l'abandon du futur du pays aux intérêts de l'impérialisme nord-américain.

Le FMLN a signalé qu'il s'agissait de l'offensive finale, a moins que Cristiani ne s'assoie à la table des négociations et qu'on trouve une proposition qui sorte le pays de sa situation de crise et de guerre. De leur côté, Cristiani et la *tandona* ont répondu avec les bombardements des populations civiles, véritable massacre qui a provoqué la mort de plus de 3 000 personnes. Mis en déroute sur le terrain politique, le gouvernement salvadorien cherche à contrecarrer son isolement avec des actions militaires viles et désespérées. C'est ainsi que l'assassinat des dirigeants syndicaux de la Fédération nationale des travailleurs salva-

LE 11 NOVEMBRE dernier, le peuple salvadorien et son avant-garde, le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), ont commencé une offensive à travers tout le pays, qui met au pied du mur le gouvernement des escadrons de la mort dirigé par Alfredo Cristiani. Au-delà de ses aspects tactiques, il se confirme que la politique du FMLN reste profondément révolutionnaire et vise au renversement de la domination de l'oligarchie.

INPRECOR

doriens (FENASTRAS) (2) et la répression exercée à l'encontre des dirigeants du mouvement de masse ont été poursuivis par le massacre des jésuites de l'Université centraméricaine José Simeon Canas. Avec cette action brutale, le gouvernement Cristiani a laissé tomber son masque civilisé, montrant jusqu'où il était disposé à aller aux côtés des escadrons de la mort qui contrôlent le gouvernement et les hauts gradés de l'armée. Pour eux aussi il s'agit de la lutte finale.

Aide accrue de l'impérialisme nord-américain

Cette situation a clairement été comprise par l'impérialisme nord-américain. Le gouvernement Bush a décidé de jouer toutes ses cartes contre le peuple salvadorien. Pour cela, malgré les assassinats, il cherche à excuser Cristiani et a fait approuver une augmentation de l'aide militaire au gouvernement des escadrons de la mort.

Sur ce terrain, le peuple salvadorien et son avant-garde, le FMLN ont également réussi à remporter une grande victoire en démasquant le discours impérialiste hypocrite, qui tente de donner des cours de démocratie quand il parle des pays d'Europe de l'Est, tandis qu'il a les mains tachées par le sang des milliers de salvadoriens qui viennent d'être assassinés.

L'ingérence et la responsabilité du gouvernement Bush sont gigantesques. On sait, par exemple, que venus de la base hondurienne d'Ilopango, des pilotes de combat nord-américains se sont chargés des bombardements aériens nocturnes de San Salvador. Dans le même temps, cinq bateaux de guerre nord-américains avaient déjà pris place en face des côtes salvadoriennes. Par ailleurs, Bush, face à l'affaiblissement

des forces militaires salvadoriennes, a donné son feu vert au gouvernement guatémaltèque pour qu'il aille les aider en envoyant les tristement célèbres *Caibiles* (3) pour tenter de contenir l'insurrection populaire. Il est possible que les Etats-Unis tentent de régionaliser le conflit ; cette manœuvre doit être dénoncée et combattue. Les troupes du FMLN ont démontré leur puissance : non seulement en raison des pertes causées à une force de combat bien mieux armée et plus nombreuse, mais aussi en raison de la débandade qui a commencé à se produire à l'intérieur même de l'armée salvadorienne.

Une solidarité nécessaire

La situation au Salvador implique des tâches urgentes pour les révolutionnaires et les forces démocratiques du monde entier, tout particulièrement aux Etats-Unis. Le peuple salvadorien et son avant-garde, le FMLN, sont en train de faire tout ce qu'il est en leur pouvoir pour assurer la victoire. Ils ont besoin, plus que jamais, de la mobilisation de tous les peuples pour empêcher qu'une intervention nord-américaine ne frustre les possibilités que le Salvador retrouve la justice, la souveraineté et la démocratie. Ce n'est qu'avec la mobilisation et la plus grande solidarité internationaliste qu'il sera possible de faire respecter le droit du peuple salvadorien à sa libre autodétermination.

La IVe Internationale appelle à redoubler les efforts pour construire un mouvement de masse ample et unitaire qui retienne la main de l'impérialisme, en lui faisant mesurer les coûts d'une intervention directe et massive de sa part. En même temps, ce mouvement de masse doit exiger que cesse l'aide militaire au gouvernement Cristiani, et le départ immédiat de tous les assesseurs nord-américains au Salvador.

Reprenant la déclaration franco-mexicaine de 1981, nous appelons à exiger que le FMLN soit reconnu par tous les gouvernements comme une force belligérante, c'est-à-dire, une force militaire ayant une personnalité juridique, notamment pour que ses prisonniers

(1) La *tandona* est la promotion militaire dont sont issus certains des dirigeants de l'armée salvadorienne actuelle, tel le chef de l'état-major, le colonel Ponce. Ses membres étaient favorables à la conduite par les Etats-Unis de la Guerre de basse intensité et, à ce titre, ont pu détourner une grande partie de l'aide économique à leur profit.

(2) Voir *Inprecor* numéro 297, du 30 octobre 1989.

(3) Troupes d'élites de l'armée guatémaltèque.

soient traités selon la Convention de Genève.

Notre organisation internationale appelle tous les travailleurs et toutes les consciences démocratiques à se solidariser avec la révolution salvadorienne. Au Salvador, se joue en ce moment l'avenir de tous les exploités et opprimés d'Amérique Latine. Aujourd'hui le peuple salvadorien a besoin d'une aide alimentaire, médicale, financière mais il a surtout besoin de notre mobilisation et de notre solidarité.

La lutte du peuple salvadorien démontre que la révolution reste plus que jamais à l'ordre du jour.

Il ne saurait y avoir de règlements ré-

gionaux entre l'Est et l'Ouest, en dehors du libre choix des peuples. La révolution au Salvador démontre l'inébranlable volonté des masses à prendre en mains leurs destinés. Le *Pulgarcito* d'Amérique (Petit Poucet, surnom donné au Salvador en raison de sa taille) nous a enseigné le chemin.

Pour le libre droit à l'auto-détermination du peuple salvadorien !

Impérialisme yanqui hors du Salvador !

Pour la reconnaissance du FMLN en tant que force belligérante !

Vive la révolution salvadorienne ! ■

27 novembre 1989

L'épreuve de force

SAMEDI 11 novembre, à 20 heures, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a lancé une offensive générale, jugeant que l'accélération dramatique de la répression contre le mouvement populaire exécutée par l'armée combinée à l'échec des dernières négociations avec Cristiani nécessitaient une initiative d'ensemble pouvant déboucher sur un soulèvement populaire.

Arnold BERTHU



LE FMLN a considéré que la conjoncture internationale, déterminée par l'évolution récente en Europe de l'Est, rendrait plus difficile une intervention nord-américaine directe au Salvador — celle-ci n'est cependant pas à écarter. Le FMLN ne s'est pas lancé dans une initiative désespérée ou aventuriste et n'a pas mis les organisations populaires devant le fait accompli. Celles-ci appelaient de leurs vœux une telle action depuis le massacre perpétré au local de la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS), le 31 octobre dernier, qui s'est soldé par la mort de dix personnes.

Dès le début de l'offensive l'URSS a explicitement demandé au FMLN d'y mettre un terme, déclarant : « *Quelles que soient les raisons de l'explosion actuelle (...) aucun des deux côtés ne peut arriver à dominer l'autre et les tentatives*

pour y parvenir ne peuvent qu'augmenter le nombre de victimes au sein de la population. » (Le Monde, 15 octobre 1989).

Par sa part, l'administration Bush, malgré les difficultés qu'elle rencontre dans sa politique centraméricaine, n'a pas hésité longtemps : elle a obtenu du Congrès américain l'octroi immédiat de 85 millions de dollars d'aide militaire aux forces armées. Mais elle a cependant été embarrassée par l'assassinat, perpétré par une fraction de l'armée, de six jésuites, dont le recteur et le vice-recteur de la prestigieuse université de San Salvador, le 6 novembre. Ce massacre et la révélation de la présence illégale de douze Bérêts verts dans la capitale salvadorienne (découverte lors de l'occupation du Sheraton par le FMLN) ont amené une importante partie des congressistes nord-américains à tenter de remettre en cause l'octroi de l'aide d'urgence qu'ils avaient votée au début de l'offensive (194 voix pour la suspension de l'aide contre 215). Cela indique qu'une partie des congressistes commence à percevoir les effets négatifs possibles pour l'opinion publique américaine d'un engagement trop poussé des Etats-Unis aux côtés de l'Alliance républicaine nationale (ARENA, formation d'extrême droite au pouvoir).

Le fait qu'un avion, supposé provenir du Nicaragua, se serait écrasé sur le territoire salvadorien, alors qu'il transportait des missiles, tombe bien à propos pour réalimenter la thèse de la menace nicaraguayenne pesant sur les pays voisins, qu'en conséquence les Etats-Unis se doivent de protéger. Cela a permis à Cristiani de rompre les relations diplomatiques avec le Nicaragua et d'annoncer qu'il ne se rendrait pas, en décembre à Managua, au prochain sommet des chefs d'Etat centraméricains. Bush ne va pas manquer d'utiliser l'affaire de

l'avion, peut-être créée de toutes pièces par ses services, et exigera de Gorbatchev, lors du prochain sommet de Malte (2-3 décembre), qu'il exerce une pression encore plus forte sur le Nicaragua et sur le FMLN, afin que ces derniers baissent la garde.

L'action militaire lancée par le FMLN était bien une offensive générale : la guérilla a pris position dans les principales villes du pays grâce au soutien actif de la population, et à un réseau militaire efficace dans les zones urbaines. Il est significatif que, nulle part, le FMLN n'ait dû assiéger les villes : au contraire, partout il a pu y investir d'importantes forces et lancer les hostilités de l'intérieur, ce qui aurait été impossible sans un large appui de la population, dont une partie a participé à l'action en construisant des tranchées anti-chars, en cachant les guérilleros blessés parmi les civils blessés, etc.

Une offensive d'envergure

Les détails de l'opération militaire ne sont pas tous connus, mais il est évident que le FMLN a pu conquérir des positions clés dans les villes sans lancer toutes ses forces immédiatement dans la bataille, se donnant ainsi les moyens de soutenir la lutte pendant une période prolongée. De nouvelles forces ont pu, au cours de la semaine, venir prendre la relève des hommes et des femmes engagés dans les premiers affrontements. Les hostilités ont été déclenchées simultanément sur tout le territoire et le FMLN a investi au moins sept villes clés : San Salvador, San Miguel (deuxième ville du pays), Santa Ana, San Vicente, Zacatecoluca, Chalatenango et Usulután.

Les moyens extrêmement meurtriers utilisés par l'armée pour venir à bout de cette offensive (bombardements aériens massifs de quartiers entiers à l'aide de DC3 ; encerclement des hôpitaux pour empêcher les soins ; assassinat par l'armée de personnalités civiles, médiateurs possibles, etc.) n'ont pas été suffisants pour venir à bout des insurgés au cours d'une lutte prolongée de 16 jours. Ceux-ci ont finalement décidé d'abandonner une série de positions dans les villes, sans pour autant donner un ordre de repli général. Mieux, pour montrer sa capacité à prendre des initiatives militaires, le FMLN a occupé avec succès, le 21 novembre, l'hôtel Sheraton ainsi qu'une partie du quartier huppé de l'Escalon. Le lendemain, Cristiani opposait une fin de non recevoir à la proposition de négociation réitérée par le FMLN. La relative accalmie qui règne depuis le 22 novembre peut être mise à profit par le FMLN pour préparer une nouvelle offensive.

Parmi les cinq facteurs qui expliquent le déclenchement de l'offensive, on note : le degré élevé d'organisation et de radicalisation du mouvement de masse ; la force du FMLN sur le plan militaire (il contrôlait un tiers du territoire national avant l'offensive, agissait dans tous les départements et disposait de comman-

dos urbains importants) ; la conjoncture internationale ; l'accélération de la répression contre le mouvement populaire à partir de la fin octobre ; et l'échec du dialogue avec le gouvernement Cristiani.

Ces deux derniers facteurs méritent des précisions. L'accélération de la répression lancée par une fraction d'ARENA et des Forces armées menaçait de décapiter toute la direction publique des organisations de masse et des partis de gauche, ramenant de huit ans en arrière le mouvement de masse. Le FMLN avait annoncé, après la victoire d'ARENA, qu'une atteinte à la vie des dirigeants de l'opposition signifierait une riposte militaire de grande envergure.

L'échec du dialogue

Concernant l'échec du dialogue entre Cristiani et le FMLN, il faut savoir que le FMLN a gagné la sympathie de larges secteurs de la population en montrant sa constante disposition à arriver à une solution négociée de la guerre, ce qui supposait des changements structurels profonds pour mettre fin à l'injustice sociale et permettre l'avènement d'une démocratie. Cristiani avait dû accepter d'entamer le dialogue avec le FMLN, abandonnant l'exigence du dépôt préalable des armes, mais il avait refusé d'adopter les revendications légitimes avancées par les révolutionnaires.

Dans leur dernière proposition, formulée lors de la rencontre avec une délégation gouvernementale, mi-octobre, à San José de Costa Rica, les représentants du FMLN demandaient un accord pour que soient jugés les responsables de l'assassinat de Mgr Romero ainsi que les responsables des escadrons de la mort. Ils demandaient également la convocation d'élections anticipées.

Sous réserve de la satisfaction de ces revendications, ils se déclaraient prêts à décréter, avec le gouvernement et les Forces armées, un cessez-le-feu de trois mois qui aurait dû être mis à profit pour mettre en œuvre des réformes fondamentales : réforme agraire, épuration de l'armée (mise à la retraite de tous les chefs militaires et traduction en justice pour tous leurs crimes), dissolution des corps spéciaux de répression, arrêt de toute répression, retrait des lois répressives, remplacement des ministres de la Défense et de la Police par des civils.

Durant cette trêve de trois mois, ils n'auraient pas déposé pas les armes, mais auraient envisagé de participer aux élections et d'en reconnaître les résultats. Le dépôt des armes survenant éventuellement ensuite, après que l'armée ait été ramenée de 52 à 13 000 hommes, et qu'elle ait été professionnalisée. Le refus de Cristiani d'accepter ces revendications, qui recevaient un large appui des masses, combiné à l'intensification de la répression constituent donc les deux facteurs clés qui ont amené le FMLN à engager l'épreuve de force. ■

27 novembre 1989

Chronique d'une offensive annoncée

LE PLUS PETIT des cinq pays d'Amérique centrale (21 000 km², à peine les deux-tiers de la Belgique), El Salvador, comme ses voisins, fait partie de l'"arrière-cour" des Etats-Unis.

L'oligarchie et l'armée, au pouvoir dans le pays depuis le dix-neuvième siècle, ont toujours réprimé sauvagement le mouvement populaire. Ainsi, en janvier 1932, une insurrection paysanne générale s'est soldée par le massacre de 30 000 personnes par l'armée, annihilant le mouvement populaire pour plusieurs décennies. Dictatures militaires ou gouvernements civils "fantoques" se sont succédés, avec la bénédiction du "grand frère" nord-américain.

Après la victoire de la révolution sandiniste au Nicaragua, en 1979, et face à la formation de groupes révolutionnaires et d'un mouvement de masse puissant au Salvador, les Etats-Unis, effrayés par la perspective d'un embrasement général de la région, ont aussitôt décuplé leur aide économique et militaire au gouvernement salvadorien. Depuis cette date, le pays s'est enfoncé dans une guerre civile larvée, mais meurtrière (70 000 morts à ce jour), entre l'armée gouvernementale et les forces révolutionnaires, regroupées dans le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN).

Arnold BERTHU



1970 : Constitution des Forces populaires de libération Farabundo Marti (FPL), à partir d'une scission du Parti communiste salvadorien (PCS) qui menait une politique électoraliste et étapist. Parmi les fondateurs des

FPL, se trouvaient Salvador Caetano Carpio (ex-secrétaire du PCS) et Ana Maria, future commandante de la guérilla et fondatrice du syndicat lutte de classe des enseignants, l'Association nationale des enseignants salvadoriens (ANDES) (1).

1972 : Formation du Parti de la révolution socialiste (PRS) et de sa branche armée, l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), à partir des milieux chrétiens radicalisés.

1974-1975 : Une scission du PRS-ERP crée la Résistance nationale, dont le bras armé s'appelle les Forces armées de libération nationale (FARN), dirigées par le poète Roque Dalton.

Février 1977 : Le général Romero est élu président à la suite d'élections truquées.

1978 : Création du Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC), qui veut se construire à

l'échelle centraméricaine et dispose, de fait, d'un répondant au Honduras.

Ces quatre organisations se réclament du marxisme et s'inspirent des leçons des révolutions cubaine et vietnamienne. Elles optent donc pour la lutte armée, pour la liaison entre les tâches de libération nationale et celles à caractère socialiste et effectuent progressivement un dépassement des théories fochistes (2) sur la base des échecs des guérillas d'Amérique du Sud, tant urbaines que rurales.

Ces organisations se définissent en porte-à-faux par rapport à la ligne suivie par le Parti communiste salvadorien. Avec la montée des luttes des masses salvadoriennes, chacune constitue son organisation à caractère de masse, mais elles maintiennent entre elles des relations de concurrence quelques fois très prononcées. Néanmoins, dès 1978, les organisations révolutionnaires ont quasiment conquis l'hégémonie sur l'essentiel du mouvement de masse.

Octobre 1979 : Suite à la révolution sandiniste au Nicaragua en juillet, et

1) La commandante Ana Maria a été assassinée en avril 1983 à Managua, par des militants des FPL. A la suite de cet assassinat, Salvador Caetano Carpio, connu comme le "commandant Marcial" s'est suicidé. Voir *Inprecar* numéro 150, du 23 mai 1983.

2) Vulgarisation erronée de la stratégie castriste du "foco", foyer révolutionnaire de lutte armée, à partir duquel s'effectue la révolution.

dans un contexte de montée des luttes des masses, un coup d'Etat militaire est effectué par certains secteurs de l'armée contre la dictature du général Romero et est mise en place une Junte de gouvernement de civils et de militaires, soutenue par le Parti démocrate-chrétien (PDC), le Mouvement national révolutionnaire de Guillermo Ungo (actuel président du Front démocratique révolutionnaire, FDR), et du Parti communiste salvadorien. Cette junte bénéficie de l'aval des Etats-Unis de Carter, et d'une partie de la Chambre patronale, qui y voient l'alternative à une solution révolutionnaire de type nicaraguayen. Cette junte met en œuvre des réformes radicales.

Les quatre organisations révolutionnaires (FLP, ERP, FARN et PRTC) optent pour une opposition irréductible à la junte. Elles passent ainsi leur baptême du feu : en déjouant le piège politique réformiste, elles ont sauvé la perspective révolutionnaire.

Janvier 1980 : La junte entre en crise face au développement du mouvement de masse et à la radicalisation à droite des forces armées qui répriment le mouvement. La montée révolutionnaire radicalise fortement l'Eglise, et ce jusqu'à son sommet. Monseigneur Romero, archevêque de San Salvador, prend fait et cause pour le mouvement de masse et lance des appels aux soldats du rang pour qu'ils refusent de réprimer la population.

24 mars 1980 : Mgr Romero est assassiné en pleine homélie par les escadrons de la mort (menés par le major d'Aubuisson, dirigeant de l'Alliance républicaine nationale, ARENA, formation d'extrême droite), partie intégrante de l'armée. Une répression de plus en plus massive se développe.

Février-mars 1980 : Le Parti communiste salvadorien (PCS) effectue un tournant à 180° (unique en Amérique latine) et opte pour la lutte armée. Son secrétaire général, Shafik Handal (aujourd'hui commandant du FMLN), dans une auto-critique qui fera date, déclare en substance, que le PCS doit changer de perspective stratégique en définissant la révolution comme une combinaison entre tâches de libération nationale, tâches démocratiques et début de transformation socialiste. Il ajoute que c'est le seul moyen d'éviter que se reproduise, au Salvador, l'expérience nicaraguayenne où le PCdN (Parti socialiste du Nicaragua, pro-Moscou) s'est retrouvé contre le cours de la révolution (3).

Avril 1980 : Constitution du Front démocratique révolutionnaire (FDR), à partir de l'ancienne composante de gauche de la junte des civils et des militaires, constituée par le Mouvement national révolutionnaire (MNR) et une scission du PDC, le Mouvement populaire social-chrétien (MPSC) dirigée par Ruben Zamora.

Mal 1980 : Progressivement, les organisations révolutionnaires ont réussi à dépasser leurs divisions, et se mettent d'accord pour constituer une Direction révolutionnaire unifiée (DRU).

Octobre 1980 : Les organisations révolutionnaires unissent finalement leurs efforts et forment le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN).

Dernier trimestre 1980 : La répression atteint un sommet, beaucoup de cadres révolutionnaires urbains doivent se replier dans la guérilla ou dans la clandestinité.

Janvier 1981 : Le FMLN lance une offensive militaire, considérée initialement comme décisive. Les masses qui ont participé de manière massive, tout au long de l'année 1980, aux différentes grèves générales ont été ensuite partiellement désarticulées par la répression,



et elles ne sont plus en état de se soulever. Après avoir réussi à prendre certaines villes clés, le FMLN organise le repli, huit jours après le début de l'offensive.

1981/1984 : La bourgeoisie continue à miser sur la répression massive (40 000 morts entre 1979 et 1983, et plus d'un million de départs vers le Honduras et le Nicaragua). Le pays est dirigé par une alliance entre ARENA et le Parti de conciliation nationale (PCN), tous deux étroitement liés à l'armée qui joue un rôle politique central. Le FMLN construit, pendant cette période, une véritable armée révolutionnaire, prend le contrôle de 20 à 25 % du territoire et commence à reprendre pied dans les villes. Il adopte une politique combinant pression militaire et travail de réorganisation des masses, ainsi qu'une propo-

sition de dialogue et de négociation avec le régime, tout en maintenant la perspective stratégique insurrectionnelle. Jamais il n'envisage le dépôt des armes « avant que des changements structurels visant à traiter l'injustice sociale à la racine ne soient mis en œuvre ».

Mal 1984 : L'impérialisme nord-américain empêche la réélection d'ARENA en donnant un appui massif au candidat du Parti démocrate-chrétien, Napoleon Duarte, appliquant ainsi la politique dite de Guerre de basse intensité : mise en place d'un espace démocratique limité, engagement à appliquer la deuxième phase de la réforme agraire décrétée par la junte d'octobre 1979, etc., tout en poursuivant la guerre contre le FMLN, et en réprimant de manière sélective le mouvement de masse.

1984/1989 : On assiste à la recomposition du mouvement de masse, qui aboutit à la constitution de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), en février 1986. L'UNTS regroupe un large spectre d'organisations de masse : syndicats d'industrie, de services, mouvements coopératifs paysans, enseignants, étudiants, comités de chômeurs, etc. Les communautés chrétiennes de base se développent également et s'organisent un mouvement de retour des réfugiés vers les zones sous contrôle du FMLN, surtout à partir de 1987.

Le projet des Etats-Unis autour de Duarte s'effrite rapidement : les réformes ne sont pas réalisées, une partie des organisations sociales-chrétiennes retirent leur appui au PDC, la misère se développe, l'UNTS gagne du terrain, le FMLN accroît ses activités militaires et reconquiert une implantation importante dans les villes. C'est dans ce contexte qu'intervient la victoire d'ARENA aux élections législatives de mars 1988, puis à l'élection présidentielle de mars 1989. Le vote en faveur d'ARENA est surtout un vote contre le PDC (qui se présente divisé à l'élection). Afin de séduire les Etats-Unis, ARENA présente comme candidat à la présidence Alfredo Cristiani, réputé "modéré" par rapport à la frange dure du parti, regroupée autour de d'Aubuisson. Le FMLN boycotte l'élection présidentielle de mars 1989, alors que le FDR, engagé dans une alliance électorale de gauche (Convergence démocratique) y participe (4), mais ne recueille qu'un faible pourcentage des voix (environ 4 %). Cette attitude discordante entre les deux alliés créé temporairement quelques frictions, mais malgré cela l'alliance FDR-FMLN

3) Voir *Quatrième internationale*, numéro 11, juin-juillet-août 1983.

4) Exilés pendant des années, les dirigeants du FDR, Guillermo Ungo du MNR et Ruben Zamora du MPSC, sont rentrés au Salvador fin 1988, grâce, comme ils le déclarent eux-mêmes, à la force militaire du FMLN.

se maintient (5). Par ailleurs, le taux de participation électorale est plus faible qu'en 1984, le boycott du FMLN ayant été entendu. A partir de juin 1989, ARENA occupe tous les leviers du pouvoir et reçoit finalement l'appui de l'administration Bush.

Depuis 1984, le FMLN a utilisé systématiquement l'arme du dialogue et de la négociation, d'abord avec le PDC puis, après sa victoire, avec ARENA. La lutte pour le dialogue a recréé un espace d'action politique pour les masses et leurs organisations. Elles descendent dans la rue pour exiger du gouvernement qu'il négocie avec le FMLN, ce qui leur permet indirectement d'affirmer le caractère légitime et incontournable du FMLN et de son allié, le FDR. Une véritable situation originale de dualité de pouvoir s'est instaurée à partir de la position de force militaire du FMLN : les deux pouvoirs se font face, et pas seulement dans les campagnes.

Handicaps de la révolution

Plusieurs facteurs handicapent le développement révolutionnaire de cette dualité de pouvoir. Premièrement, la menace d'une intervention militaire directe des Etats-Unis, en cas de basculement du régime en place.

Deuxièmement, le mouvement de masse n'atteint pas le niveau d'auto-activité de 1979-1980, le souvenir de la répression massive de cette époque pesant de tout son poids. Ce souvenir est entretenu par une répression qui, si elle est sélective, n'en demeure pas moins très meurtrière. Si bien que la décision de déclencher une contre-offensive militaire généralisée coïncidant avec un soulèvement populaire, plusieurs fois envisagée, est chaque fois remise, dans l'attente d'une conjoncture propice. Les masses veulent avoir la certitude que le FMLN est en mesure de porter des coups décisifs à l'armée. De son côté, le FMLN veut éviter au maximum que le déclenchement d'une offensive militaire généralisée se fasse sans un soulèvement de la population.

Troisièmement, l'armée salvadorienne s'est considérablement renforcée depuis 1980, passant de 13 à 52 000 hommes, et on ne perçoit pas de véritable fissure en son sein, malgré les

pertes très lourdes que lui inflige le FMLN (en moyenne, ces deux dernières années, environ 500 pertes — morts et blessés — par mois). L'appui financier des Etats-Unis au pouvoir en place est massif : 3 000 millions de dollars depuis 1981, soit plus d'un million et demi de dollars par jour.

Enfin, le développement des négociations entre Reagan et Gorbatchev, puis entre Bush et Gorbatchev, tant globales que régionales, constitue une difficulté majeure pour le FMLN, même si celui-ci déclare haut et clair que la détente internationale n'implique pas l'impossibilité au niveau centraméricain, salvadorien en particulier, de nouvelles victoires révolutionnaires (6).

En revanche, les accords entre les cinq présidents centraméricains (7) n'ont pas constitué, jusqu'ici, un obstacle véritable à la stratégie du FMLN. La difficulté réside surtout du côté des pressions soviétiques sur les Cubains et les sandinistes pour limiter les tensions dans la région. Heureusement, Cubains et sandinistes n'ont pas mis un terme au soutien qu'ils apportent au FMLN.

En neuf ans d'existence, le FMLN a

été confronté à une succession de défis majeurs, dans des conditions parfois très difficiles. Il a su, pourtant, adopter une souplesse tactique, utilisant chaque faiblesse de l'ennemi pour prendre l'initiative, soit sur le plan militaire, soit sur le plan socio-politique, soit sur le plan diplomatique, voire sur les trois à la fois.

Chaque initiative importante comporte une démarche à l'égard des masses pour augmenter la confiance qu'elles ont en elles-mêmes, pour développer leur degré d'organisation, leur insouffler le désir de s'armer en se posant la question de la prise du pouvoir. La souplesse tactique du FMLN n'a pas entamé sa fermeté stratégique. De plus, il démontre la possibilité de construire une avant-garde pluraliste, sans chercher à tout prix à unifier les différentes composantes révolutionnaires sous l'hégémonie de l'une d'entre elles supposée la plus léniniste. Les attitudes de concurrence entre les composantes du FMLN ont alimenté parfois des tensions importantes, sans pour autant que cela ait handicapé l'unité d'action aux moments décisifs. ■

18 novembre 1989

Appel du FMLN



LUNDI 13 novembre 1989, alors que le Front Farabundo Marti de Libération nationale (FMLN) avait lancé une offensive militaire dans tout le pays depuis le samedi 11, le manifeste suivant du commandement général du Front a été diffusé par Radio Venceremos dans tout le pays.

DOCUMENT

LE FRONT Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN), insiste depuis 1981 sur la nécessité de trouver une solution politique à la guerre. Cet effort a été confronté à l'opposition tenace des Forces armées et des secteurs d'extrême droite du pays qui sont, en réalité, ceux qui ont toujours entièrement exercé le pouvoir.

Nous avons présenté des dizaines de propositions de négociation, en modérant chaque fois davantage nos positions, malgré une réalité militaire démontrant que nous étions invincibles militairement. Nous avons fait une proposition au gouvernement actuel d'ARENA

5) Sur l'élection présidentielle de mars 1989, voir *Inprecor* numéro 284 du 20 mars 1989. Dans le numéro 291, Spécial Amérique centrale, du 3 juillet 1989, on trouve des analyses de la situation salvadorienne après la victoire d'ARENA ainsi qu'une interview de Guillermo Ungo explicitant les divergences entre le FMLN et le FDR.

6) Le commandant du FMLN Joaquín Villalobos, membre de l'ERP, a ainsi déclaré : « Il serait également absurde de considérer le conflit salvadorien comme partie intégrante du conflit Est-Ouest et espérer ainsi le résoudre par un accord entre l'URSS et les Etats-Unis. Les révolutions n'attendent pas, elles représentent un processus social inévitable. Dans le cas salvadorien, le niveau de crise qui affecte le système laisse prévoir une explosion sociale comme résultat de la force accumulée par le mouvement révolutionnaire (...). Une détente au niveau centraméricain ne sera possible que si les problèmes structurels de la région trouvent une solution. » (*Revista Universidad*, mars-avril 1989, p. 10).

7) Accords d'Esquipulas, en août 1987 (voir *Inprecor* numéro 248, du 13 septembre 1987), puis de Tela, en août 1989 (voir *Inprecor* numéro 293, du 18 septembre 1989).



qui ouvrait de réelles perspectives de paix. Or, il y a été répondu par une escalade de la répression à travers la torture et les assassinats qui ont culminé avec le massacre des travailleurs de FENAS-TRAS. Le gouvernement a rejeté le dialogue et, de fait, nos propositions de négociation et, dans le même temps, il a accentué les causes de la guerre en aggravant la crise sociale et en fermant les espaces des secteurs populaires.

Face à cette situation dangereuse qui, non seulement menaçait la possibilité d'une issue pacifique à la guerre, mais était également lourde de nouveaux massacres et de violations flagrantes des droits démocratiques de notre peuple, le FMLN a décidé de lancer une offensive militaire énergique qui stoppe l'activité des fascistes et ouvre la possibilité de mettre fin à la guerre.

C'est ainsi qu'à 20 heures, le 11 novembre, nos forces ont commencé le combat sur tous les objectifs prévus par l'offensive, déjouant les mesures préventives et les dispositifs que l'armée avait mis en place pour essayer de nous arrêter. Nos combattants aguerris, malgré leur infériorité en forces et en moyens, ont dépassé tous les objectifs, en menant à bien l'une des plus glorieuses batailles militaires de l'histoire de la guerre populaire. En moins de quinze heures, nous avons pris le contrôle de territoires stratégiques, en annihilant des dizaines d'unités ennemies ; nous avons fait des prisonniers, récupéré des armes et détruit des engins blindés et aériens.

Après quatre jours de combats ininterrompus, nos forces ont rejeté toutes les contre-attaques ennemies et ont conquis de nouvelles positions. Et des milliers d'habitants des villes ont réalisé des soulèvements populaires en appui à

nos forces, en s'y intégrant comme des combattants supplémentaires.

Face à cette situation, le gouvernement d'ARENA et le clan d'officiers corrompus connu sous le nom de *tandona*, qui dirigent les Forces armées, ont commandé des bombardements criminels contre la population civile dans le but d'arrêter les soulèvements populaires, ce qui conduit à une augmentation de l'appui à nos forces et a fait redoubler la colère populaire contre le gouvernement de Cristiani et l'armée. Ainsi, est apparue une situation qui a contraint nos forces à prendre la décision de mener leur offensive et celle du peuple jusqu'à ses ultimes conséquences. La paix n'est possible que si l'on chasse du pouvoir ceux qui ont transformé la guerre en négoce.

Directives du FMLN

Vu ce qui a été dit précédemment, le Commandement général du FMLN :

1- Ordonne à toutes nos unités de maintenir les positions conquises et de commencer à organiser le soulèvement général de notre peuple et de mener à bien toutes les tâches de sécurité et de défense de la population, tout comme les mesures de réquisition et de distribution de nourriture à la population.

2- Appelle le peuple à généraliser les soulèvements pour entrer dans le combat, en y participant de toutes les façons possibles et en utilisant tout type d'armement populaire qui lui permette de se défendre et de frapper l'ennemi.

3- Communique, qu'à partir de la diffusion de ce manifeste, nous déclarons territoires libérés par le peuple, toutes les zones sous notre contrôle dans les départements de Morazan, San Miguel,

La Union, Usulután, Cuscatlán, Chalatenango, San Vicente et Cabañas. En conséquence de cela, nos forces et le peuple vont commencer à organiser des gouvernements populaires dans toutes les communes de ces zones. En même temps, nos forces qui contrôlent des territoires à l'intérieur des villes, doivent intensifier la lutte afin de s'assurer le contrôle total du pays.

4- Exhorte tout le peuple travailleur à ne plus se rendre au travail afin de généraliser la lutte, de contribuer à l'affaiblissement du gouvernement d'ARENA et, de plus, de permettre l'intégration de tous au combat. Ainsi, nous faisons savoir que la grève actuelle des transports, les actions de sabotage dans l'énergie et la fermeture des stations-service vont continuer pour un temps indéfini, et que le peuple doit se préparer à cette situation. Nous avertissons de manière catégorique les industriels qui obligent leurs employés à aller travailler que nos forces ont l'ordre d'agir afin de garantir l'application effective de cette disposition.

5- Demande à la communauté internationale et aux organisations humanitaires qu'elles envoient une aide aux victimes civiles des bombardements et contribuent à la création de centres de protection de la population contre l'action criminelle menée par le gouvernement de Cristiani et le Haut-commandement des Forces armées.

6- Lance un véhément appel à toutes les forces politiques et sociales, aux organisations populaires et aux entrepreneurs privés de notre pays pour que, en ce moment, ils assument leur rôle historique de gestionnaires et de constructeurs d'une solution démocratique nationale qui apporte une paix durable à notre pays.

7- Exhorte patriotiquement les officiers et la troupe de l'armée nationale pour qu'ils ne permettent pas que la *tandona*, ARENA et les intérêts des Etats-Unis les amènent à s'affronter davantage avec le peuple et à se tacher les mains de sang. Notre Front ne vous considère pas comme des ennemis et est prêt à faire la paix avec les secteurs de l'armée qui voudraient la justice, la souveraineté et une vraie démocratie pour notre pays.

L'ennemi commun de tout le peuple et de toutes les forces sociales et politiques de notre pays est la *tandona*, qui s'est enrichie avec la guerre et les escadrons d'ARENA ; ce sont eux les ennemis de la paix et de la démocratie, ceux qui ne veulent pas d'un régime juste. Nous appelons toute la nation à les combattre pour qu'enfin la justice règne dans notre pays. ■

Commandement général du FMLN

Commandant Salvador S. Ceren
Commandant Eduardo Sancho
Commandant Joaquín Villalobos
Commandant Francisco Jovel
Commandant Shafik J. Handal

Chevaliers de la table ronde



EGON KRENZ, secrétaire général du SED et chef d'Etat de la République démocratique allemande (RDA), a proposé une table

ronde à laquelle devraient, selon lui, participer non seulement le SED et les anciens partis du "Bloc national" (1) mais aussi les organisations et groupes de l'opposition. Cette initiative de Krenz a surpris tout le monde. Il est vrai que la revendication d'instaurer une table ronde afin de dialoguer avec le pouvoir sur les réformes politiques et économiques, et les modalités du passage à un régime démocratique, avait été formulée par bon nombre de personnalités et de groupes d'opposition. Mais, cette demande n'a jamais été au premier plan des revendications, ni des masses ni des groupes oppositionnels et personne ne s'attendait à ce que la direction du SED entame elle-même un processus qui, selon un jugement un peu naïf mais généralisé, a conduit les Parti/Etat en Pologne et en Hongrie à "perdre le pouvoir".

L'initiative de Krenz a également quelque chose de surprenant sur un autre plan : les organisations et les groupes oppositionnels qu'il nomme comme partenaires du dialogue à la table ronde ne sont même pas encore légalisés. En attendant, les groupes d'opposition ont proposé la date du 7 décembre pour une première rencontre.

D'après des sondages d'opinion organisés par des instituts et des magazines d'information de la République fédérale allemande (RFA), des élections, aujourd'hui, en RDA conduiraient à une majorité relative du Nouveau forum, le plus important des groupes oppositionnels, suivi par le Parti libéral-démocrate allemand. Le SED n'aurait que la quatrième place, avec entre 10 et 14 % des voix. Le tout nouveau Parti social-démocrate (SPD) serait encore un peu plus faible. La précision des sondages est douteuse, mais il est clair que le SED serait nettement minoritaire. Tandis que les masses scandent « Elections libres tout de suite ! », les groupements oppositionnels déclarent qu'ils ne sont pas prêts, du point de vue programmatique et organisationnel, à se confronter tout de suite à l'appareil du SED dans des élections. Ce qui crée, bien sûr, une situation compliquée, qui offre au SED la possibilité de regagner l'initiative et de nouvelles marges de manœuvre.

D'après les premières déclarations de représentants des courants opposi-

MALGRE SES DIFFICULTES internes (notamment la désaffection de 200 000 membres, dont 70 % d'ouvriers d'usine, depuis le mois d'octobre), et à trois semaines de son Congrès extraordinaire qui se tiendra du 15 au 17 décembre, le Parti socialiste unifié (SED) semble avoir repris un peu d'initiative sur le terrain politique, face à l'opposition qui tente de se structurer et d'affiner ses positions.

Manuel KELLNER

tionnels, la table ronde aurait la tâche d'élaborer une nouvelle Constitution provisoire, ou d'amender de façon provisoire la Constitution. Ce qui vise surtout le paragraphe fixant le "rôle dirigeant" du "Parti de la classe ouvrière" (même Krenz a évoqué la possibilité de supprimer cette clause). Elle devrait également formuler une loi électorale et les conditions matérielles des élections (publications, moyens d'information et d'organisation, etc.). Bien entendu, la légalisation

des groupements oppositionnels est une question urgente — ce serait d'ailleurs une nouvelle absurdité pour le pouvoir de se mettre à table avec des gens représentant des organisations "illégalles". En général, la date donnée le plus souvent pour des élections est l'automne 1990.

Cependant, les manifestations, et autres activités autonomes des masses, semblent en perte de vitesse. Certes, le dernier mot n'est pas dit, et des embryons de syndicats autonomes se forment ici et là, mais on n'assiste pas encore à une

entrée en scène significative de l'auto-organisation ouvrière dans les entreprises. Si cela ne change pas, les discussions des groupes nettement à gauche, militant pour une démocratie socialiste (organisés en premier lieu, semble-t-il, dans la Gauche unie) qui ne veulent ni la généralisation des mécanismes de marché ni un système politique allant dans le sens d'une démocratie parlementaire bourgeoise, resteront très théoriques. Il est impossible de donner le pouvoir à des conseils ouvriers qui n'existent pas encore. Mais il est nécessaire d'en propager l'idée et de stimuler l'auto-organisation à la base. Le motif en est clair : la force de la mobilisation populaire pourrait vite s'épuiser et, si les masses ne veulent pas être une nouvelle fois manipulées par des appareils politiques parlant à leur place, elles seront contraintes de former leurs propres organisations avec des gens élus à la base et révocables à tout moment.

L'inculpation de Honecker

La direction du SED commence à s'incliner devant la revendication de punir les dignitaires de l'ancien régime. Même Honecker va être inculpé, surtout pour le fait d'avoir signé un ordre d'intervention armée contre les manifestants du 9 octobre à Leipzig. Le rôle de Krenz dans cette affaire est douteux. Contrairement à ses affirmations, il ne semble pas être intervenu contre l'ordre de Honecker. De même, il va être difficile pour la majorité des dirigeants du SED, aujourd'hui, de faire juger les grotesques abus de pouvoir et les privilèges maintenant révélés au grand jour, sans y laisser leur propre peau (voir encadré).

Entre temps, la pression économique est devenue dramatique. L'endettement

Le mal de vivre des bureaucrates !

IL FAIT BON d'appartenir à la classe dominante : ce dicton est une boutade bien connue de Honecker.

Il est vrai que le ghetto des hauts dignitaires de l'Etat ouvrier et paysan à Wandlitz (un quartier de Berlin entouré d'un "mur"), appelé "Bonzograd" par un peuple ingrat, était non seulement bien meublé mais aussi bien approvisionné en champagne, caviar, foie gras, etc. Mais, contrairement à celle des capitalistes, la belle vie des bureaucrates se fait en cachette et n'est pas intégrée dans une idéologie qui la rend plus légitime aux yeux des masses. Donc, la mise à jour des privilèges, la crainte de les perdre et d'être montré du doigt a perturbé les états d'âme d'un nombre important de membres de la caste parasitaire. Ils ont commencé à se suicider en série, au moment où Krenz a échangé sa villa de douze chambres, trois salles de bain et sauna, contre un logement plus modeste. Ils se suicidaient à coup de revolver, puisqu'il faisait partie de leurs privilèges d'en posséder un. C'est fini maintenant : le gouvernement a vite réagi en expropriant les revolvers. Il n'y a plus beaucoup de suicides, car un des problèmes de la psychologie bureaucratique est précisément le manque de fantaisie et de sens de l'innovation...

1) Les "partis du bloc" qui partageaient le pouvoir avec le SED sont le Parti libéral-démocrate (LDPD), l'Union démocratique chrétienne (CDU), le Parti national démocrate (NDPD) et le Parti démocrate paysan (DBD).

de l'Etat est bien plus important que ne l'admettait la version officielle d'hier. D'énormes quantités de marks de l'Est sont achetées illégalement, avec des rapports allant de un à vingt, pour acheter des produits subventionnés à des prix très bas en RDA, et les revendre ensuite bien plus cher en RFA. Le gouvernement de RDA a pris des mesures contre cela, en renforçant les contrôles aux frontières et en décrétant qu'il faudra dorénavant montrer sa carte d'identité de citoyen est-allemand pour acheter les produits subventionnés.

Mais cela n'est qu'un des problèmes. Le gouvernement attend « l'aide massive de l'Etat et du capital ouest-allemand » qui lui posent des conditions de plus en plus draconiennes. Le gouvernement de RDA, subissant les pressions de la RFA a, comme n'importe quel pays du Tiers-monde dans le même cas, refusé de voter la résolution de l'ONU condamnant la RFA pour avoir laissé des firmes ouest-allemandes coo-

pérer avec le régime raciste d'Afrique du Sud...

En attendant, l'opposition continue à se structurer. La Gauche unie a tenu son Congrès de fondation les 25/26 novembre, avec la participation de plusieurs organisations d'extrême gauche d'Allemagne fédérale (notamment le Parti socialiste unifié, VSP) et d'Europe (dont des représentants de la IVe Internationale). Le Parti vert a été officiellement fondé, alors que des militants écologistes, en désaccord avec cette démarche, ont fondé une Ligue verte, s'appuyant sur des structures de bases et voulant impulser des initiatives non-parlementaires. Le Nouveau forum a également tenu un congrès pour définir ses positions économiques. La présence à ce congrès du chef de la fédération patronale ouest-allemande a suscité de nombreuses discussions dans ses rangs. ■

27 novembre 1989

L'actualité du socialisme

Herbert MISSLITZ, ouvrier du bâtiment, est un des porte-parole de la Gauche unie (voir Inprecor numéro 297 du novembre 1989). Il a répondu aux questions de SOZ, organe du Parti socialiste unifié de RFA (VSP).



SOZ : *Pensez-vous, comme Barbel Böhley (du Nouveau Forum) que le mur a été ouvert trop tôt ?*

Herbert MISSLITZ : Le mur n'a pas été ouvert trop tôt, mais trop tard. Il

est très compréhensible que des millions de citoyens de RDA en profitent pour aller visiter l'Ouest. La façon dont le mur a été ouvert a engendré un grand chaos, mais ce n'est pas un problème important. Ceci dit, nous pensons aussi que l'ouverture du mur et la liberté de voyager, ainsi que la façon dont cela s'est passé, sont l'expression du fait que nous avons obtenus nos droits grâce à une concession d'en haut, de la part d'un pouvoir qui s'en est servi comme soupe de sécurité.

De plus, tout le monde s'accorde pour constater que ce pouvoir n'a plus aucune perspective. Dans ces conditions, le droit que l'on obtient d'une telle direction ne peut être perçu comme

l'émanation de la volonté populaire. Des droits comme le droit de voyager doivent être gagnés par le peuple lui-même.

■ *Qu'est-ce que cela veut dire ? Quelle est la différence ?*

— Nous essayons de développer une sorte de démocratie directe dans ce pays, qui aboutisse à la mise en place d'organes administratifs constitués de représentants du peuple, élus par les gens qui vivent dans ce pays. Cela serait alors une réelle expression de souveraineté populaire.

■ *La revendication centrale en ce moment est celle des élections libres. S'agit-il des élections libres pour un parlement, comme en RFA, et votre conception d'un autre type de représentation populaire a-t-elle une audience là-bas ?*

— Pour le moment, la propagande pour ce type d'alternative est très inégale. Beaucoup d'idées sont véhiculées à travers les médias occidentaux et les idées de la gauche n'ont pas beaucoup d'accès à la radio ou la télévision. Les choses sont conçues ici avec des catégories importées de l'Occident. Par conséquent, c'est le projet d'un parlementarisme bourgeois qui est en vogue. Par ailleurs, la Gauche unie n'a pas encore eu l'opportunité d'influencer les discussions en exprimant directement ses idées à travers sa propre presse. Nous

devons nous en tenir à nos propres ressources — restreintes — de publication. Nous essayons d'avancer nos idées à travers des meetings dans des usines ou lors de débats publics, etc. Ce n'est certes pas suffisant, et il est clair que nous voulons changer cela. Des discussions se poursuivent à plusieurs niveaux sur la façon dont nous pourrions construire une presse indépendante de gauche, et développer une sorte de revue pour les discussions théoriques dans laquelle tous les groupes pourraient exposer leurs positions en détail.

Nous essayons de participer davantage à des journaux d'entreprises. Des premières tentatives ont été réalisées dans ce sens. Mais pour le moment, c'est ce qui est le plus publié qui est le plus discuté. Le programme libéral de la télévision est-allemande, *Aktuelle Kamera*, et les médias occidentaux ont incontestablement l'avantage.

■ *L'opposition propose l'organisation d'un référendum pour la nouvelle loi électorale qui est en préparation, ainsi que le renouvellement des élections municipales de mal dernier, dont les résultats avaient été falsifiés par le pouvoir. Etes-vous d'accord avec ces propositions ?*

— Nous soutenons l'idée d'une table ronde qui permettrait à tous les groupes, aux partis du bloc gouvernemental, au SED et à toutes les organisations de masse de discuter ouvertement dans les médias des différentes conceptions sur les élections. Ainsi, le concept d'"élections libres" pourrait gagner un contenu vivant — ce qui est un besoin urgent — et les différences spécifiques pourraient enfin trouver leur expression.

Nos idées sur des élections libres sont assez différentes de celles des groupes qui défendent le parlementarisme bourgeois et le multipartisme, sur le modèle ouest-allemand. Nous disons que, parallèlement à la table ronde, devrait se réunir une conférence de délégués ouvriers à l'échelle de tout le pays. La réalisation de cette perspective prendra un certain temps, dans la mesure où les gens ne sont pas habitués à prendre des responsabilités personnelles pour les décisions politiques, bien qu'un large processus de politisation soit en cours. Une telle conférence de délégués pourrait aussi envisager les questions des formes d'une réelle participation et d'une auto-gestion des entreprises, tout comme les droits et devoirs de conseils d'usine indépendants. L'élection de tels conseils d'usine serait, en quelque sorte, le pas suivant. Les partis et les organisations syndicales devraient s'orienter vers ce genre d'élaboration des revendications des travailleurs.

■ *Quelle est la situation dans les usines ?*

— Il y a beaucoup de discussions dans les usines. Les appels des groupes

d'opposition sont affichés partout. La question centrale est la possibilité d'accroître la consommation, et également, en partie, la question de l'avenir des usines. Si le principe de la productivité est réellement appliqué, cela va remettre en question l'existence de beaucoup d'usines et de cartels, car nombre d'entre eux ne fonctionnent pas efficacement et souffrent d'un manque d'innovation.

J'ai discuté avec des collègues de l'usine de Leuna qui m'ont dit : « *Nous n'avons aucune envie de continuer à travailler dans cette crasse* [cette usine est la plus polluante de RDA, ndlr], *mais nous ne voulons pas non plus nous retrouver au chômage.* » Ils demandent que des experts, des économistes et des technocrates (dont on a un besoin urgent en ce moment) prennent position sur ces questions. Des technocrates ont été contactés pour représenter les intérêts des travailleurs.

■ **Quelles sont vos perspectives et qu'attendez-vous de la gauche des autres pays ?**

— Notre priorité est de montrer que l'idée du socialisme est quelque chose d'actuel. De larges couches de la société ont tourné le dos à cette idée, en réaction aux mensonges de la bureaucratie qui prétendait avoir déjà construit une société socialiste. Nous devons mettre en avant des revendications transitoires sur cette question.

C'est dans ce contexte que nous envisageons la question des relations avec la gauche internationale. Nous savons que, par rapport à la perspective d'intégration au marché commun (CEE), le COMECON ne représente pas un modèle alternatif ; le danger est réel de voir le riche Occident acheter l'Est. Cela veut dire que nous devons avancer de solides concepts politiques en commun avec la gauche d'Allemagne de l'Est comme de l'Ouest, pour combattre les appétits des requins financiers.

Nous considérons également qu'il est important de collaborer avec la gauche de RFA pour avancer des arguments valables contre les projets de réunification qui commencent à surgir, émanant avant tout de certains milieux droitières. En outre, il faudrait savoir dans quelle mesure la gauche de l'Ouest pourrait influencer les formes de l'aide économique. Il est clair que la RDA ne pourra pas surmonter son retard technologique à l'aide de ses propres ressources. Nous avons donc besoin d'aide financière et de crédits, et peut-être même de l'annulation de la dette. Cette aide doit être inconditionnelle et ne doit pas — comme cela a été déjà dit à plusieurs reprises — permettre aux cercles financiers occidentaux d'utiliser leurs crédits pour intervenir en RDA. ■

Propos recueillis
par Angela Klein
Soz, 23 novembre 1989

« Ni RFA, ni RDA ! »

ANDRÉ SACHADAE, permanent du Nouveau Forum (NFm) à Leipzig, a répondu (à titre personnel) aux questions d'Inprecor sur les positions de son mouvement.



INPRECOR : Comment le Nouveau forum est-il structuré ?

André SACHADAE : Naturellement, une organisation qui n'a que trois mois d'existence a encore besoin d'être développée. En ce moment, nous nous attachons à la construction des structures, et nous travaillons à notre programme politique. Nous essayons de faire un travail programmatique et, en même temps, de réagir aux événements courants. Mais il est relativement difficile d'informer le public sur ce qui se passe car toutes les copies et publications doivent être faites de façon privée.

La structure s'organise d'en haut, ou est fondée à la base dans toutes les villes et régions. En plus de cela, des groupes se retrouvent sur les lieux de travail, en lien avec le bureau de coordination du Nouveau forum. La direction actuelle est composée des fondateurs de NFm, mais des élections se dérouleront bientôt.

Leipzig a été le point de départ de toutes les manifestations. A Leipzig, il y a eu pendant des mois, et même des années, des meetings réguliers le lundi dans une église. Et ensuite, les membres du mouvement pour la paix ont essayé de s'organiser. Le NFm de Leipzig travaille de façon relativement indépendante. Mais il est en contact avec Berlin.

■ **Y a-t-il beaucoup de femmes investies dans NFm et cela conduit-il à l'appartition de revendications féministes ?**

— Malheureusement, le groupe qui est en train d'élaborer le programme est composé de huit hommes, ce qui est très négatif. Mais aujourd'hui le groupe des femmes de NFm est en train de se développer et de publier du matériel avec des revendications, etc. Le mouvement féministe en RDA est très petit mais très important.

■ **Il existe des points de vue politiques différents à l'intérieur de NFm, mais vous arrivez à travailler ensemble.**

— Oui, mais seulement en adoptant certaines limites. Nous sommes en train d'essayer, particulièrement après les derniers événements et l'ouverture politique, de nous distinguer des autres groupes. Spécialement de certaines tendances qui pourraient tendre vers un caractère républicain et les groupes qui appuient la réunification, ce qui n'est pas positif.

■ **A l'Ouest, on a beaucoup parlé de la réunification allemande. Quelle est la position de NFm sur cette question ?**

— Notre direction actuelle pense que le NFm devrait s'opposer publiquement à la réunification, au moins dans l'immédiat, et je pense que cela reflète l'opinion de la base. Nous ne voulons pas devenir la main-d'œuvre bon marché de la RFA.

Lors des dernières manifestations, j'ai senti un certain degré de nationalisme qui m'a beaucoup inquiété. A mon avis, une partie des masses commence à prendre une mauvaise direction à ce sujet, sans réaliser où cela va les mener en fin de compte.

Evidemment, nous sommes pour une nouvelle structure démocratique et nous nous battons pour construire une société entière, une façon de vivre nouvelle et meilleure. Ni la RDA ni la RFA ne peuvent être prises comme modèle de cela. Il pourrait y avoir une troisième possibilité, un autre chemin. Il est important de travailler pour ce modèle différent.

■ **NFm est-il favorable à l'économie de marché ?**

— Nous ne sommes pas pour un marché libre, dans le sens où nous pourrions être achetés par l'Ouest. Nous prenons en compte de manière importante les groupes minoritaires et les gens les plus défavorisés. Cela ne doit pas se passer comme en Hongrie, où personne ne se préoccupe de ces groupes. Il y a des choses de notre socialisme existant que nous devons conserver.

Je pense qu'il extrêmement nécessaire que le socialisme retrouve une bonne réputation. En ce moment, ce qui s'auto-proclame socialisme en RDA est menacé et une restructuration est en train de se mettre en place. Il est difficile de construire ce nouveau socialisme attrayant en RDA parce qu'il existe énormément de problèmes économiques majeurs. ■

Propos recueillis
par Rebecca Flemming
Leipzig, le 23 novembre 1989

La misère allemande



AVEC LA DIVISION de l'Allemagne en deux pays opposés dans la guerre froide entre "les systèmes", la tradition de lutte et la conscience de classe du prolétariat allemand ont été annihilées par ceux qui détenaient le pouvoir des deux côtés du "Mur" et du "rideau de fer". Cette division était vraiment une prison pour les Allemands — avant tout une prison idéologique, garantissant la marginalisation de toute idée visant à l'émancipation politique et sociale, et surtout la disparition du marxisme révolutionnaire vivant.

« Va donc là-bas ! »

« Va donc là-bas ! », tel était "l'argument" de choc avancé contre les diffuseurs de tracts des organisations d'extrême gauche qui s'étaient formées dans la foulée de la radicalisation jeune et étudiante de la fin des années 60. "Là-bas", "de l'autre côté", c'était le repoussoir, la preuve vivante que "socialisme" et "communisme" sont synonymes d'une société grise, dictatoriale, ennuyeuse, ayant une économie peu efficace, et contrainte d'enfermer ses propres habitants. L'aspect peu attrayant du système de "là-bas" représentait une aide mirobolante pour la social-démocratie ouest-allemande. Celle-ci a pu ainsi imposer son hégémonie écrasante sur le mouvement ouvrier organisé, qui avait perdu tout espoir d'aboutir à une société alternative au capitalisme, et était donc contraint à accepter les stratégies situant toute action dans le cadre de "l'économie marchande", baptisée "sociale". D'après les apparences, le capitalisme avait clairement prouvé sa supériorité face à l'économie planifiée "réellement existante".

L'ordre de l'après-guerre allemand, secoué maintenant par l'action des masses contre le système de domination bureaucratique en République démocratique allemande (RDA), a semblé longtemps "glacé", immuable, éternel. La conscience publique en République fédérale d'Allemagne (RFA) a été formée et manipulée de telle sorte que la responsabilité "de l'Est", de "l'expansionnisme soviétique" et du "communisme totalitaire" dans la division du pays devenait une vérité acquise. Cette "vérité" faisait partie du "consensus" de l'idéologie dominante que seuls les "agents" de ce système totalitaire et les extrémistes "chaotiques" de la gauche révolutionnaire pouvaient remettre en cause. La réalité historique est plus complexe.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les vainqueurs avaient opté pour

LA MISERE ALLEMANDE, ce n'est pas la misère des peuples opprimés et exploités par l'impérialisme. C'est la misère d'une nation dont la bourgeoisie n'était pas capable de diriger une révolution démocratique-nationale victorieuse en 1848, mais en revanche, bien capable d'écraser une révolution prolétarienne socialiste, en 1918-1919, qui aurait pu déclencher la révolution socialiste mondiale. La misère allemande, c'est encore la terrible défaite du mouvement ouvrier, en 1933, vaincu par le nazisme qui a déclenché la Deuxième Guerre mondiale, au prix de 55 millions de morts, sans compter les victimes en Asie.

La misère allemande, c'est, enfin, le fait qu'après la défaite de l'impérialisme allemand en 1945, ni la libération du nazisme en général ni l'abolition du capitalisme dans la zone occupée par l'Armée rouge soviétique ne se firent par l'action autonome des masses. Toute tentative allant dans ce sens a été écrasée, à l'Est comme à l'Ouest. Le modèle d'une société dominée par la bureaucratie, à l'Est, était un article d'exportation imposé par les armées soviétiques. De même, à l'Ouest, la démocratie parlementaire bourgeoise avec la continuité du capitalisme (et aussi avec une importante continuité avec le nazisme, au niveau du personnel dirigeant de l'Etat et des entreprises) fut imposée par les forces alliées impérialistes.

Manuel KELLNER

une administration commune du territoire allemand des quatre zones (américaine, britannique, française et soviétique) "dans un esprit anti-fasciste-démocratique". C'est ce que prévoyait la conférence de Potsdam, en 1945, deux mois après la capitulation du Reich allemand nazi. Ainsi, une division du territoire en deux parties n'était nullement envisagée.

Mais les formules officielles ne recouvraient pas les réels motifs politiques. Dès 1946, les Etats-Unis de Truman se lançaient dans leur croisade anti-communiste et anti-soviétique, et le conflit entre impérialisme et Etats non-capitalistes devenait un leitmotiv beaucoup plus puissant que les intérêts de la veille. L'intégration d'une Allemagne forte à l'Ouest, pour faire face au camp adversaire de l'Est, était déjà une politique suivie consciemment, surtout par l'impérialisme américain. Cela ne correspondait pas aux intérêts de la bureaucratie soviétique. Quand, en octobre 1949, la RDA fut proclamée "premier Etat ouvrier et paysan allemand", c'était en réaction à la formation de l'Etat ouest-allemand, la RFA, un mois auparavant.

Mais, dans la mesure où le Kremlin ne voulait pas d'un Etat ouest-allemand fort et réarmé, même après cette date, la politique de Staline consista à utiliser le contrôle de la zone soviétique comme moyen de pression pour obtenir une Al-

lemagne unie, mais démilitarisée, ce qui aurait été, pour le Kremlin, la meilleure garantie du statu quo des rapports de forces internationaux.

Peu de gens se rappellent à quel point, après 1945, la majorité de la population allemande, à l'Ouest comme à l'Est, était prête à tirer des conséquences anti-capitalistes radicales de l'expérience du nazisme. Ainsi, même le premier document programmatique du Parti chrétien-démocrate (CDU, devenu le parti principal de la bourgeoisie), le "Programme d'Ahlen", parle de la responsabilité du grand capital dans la prise du pouvoir par Hitler, et souligne la nécessité de l'exproprier, et de créer une société "socialiste" (littéralement !) afin de supprimer toute possibilité de retour d'un régime fasciste.

Il a fallu réprimer les luttes ouvrières autonomes, s'appuyer intelligemment sur le repoussoir stalinien et sur la relance spectaculaire de l'économie capitaliste (les contributions réelles, le démontage industriel, etc., étant beaucoup plus importants à l'Est) pour aboutir à "l'idéologie ouest-allemande" caractéristique, anti-communiste, qui identifie socialisme avec totalitarisme ; capitalisme avec liberté et opulence ; mémoire des crimes barbares du nazisme avec moralisme mesquin. Paradoxalement, dans l'immédiat après-guerre, seul le Parti communiste allemand (KPD) ne revendiquait pas "le socialisme", mais un ordre

"anti-fasciste démocratique", ce qui correspondait au schéma de la "révolution par étapes", ainsi qu'aux intérêts de la diplomatie soviétique.

Bien entendu, en zone soviétique, et par la suite en RDA, la formule de l'ordre anti-fasciste-démocratique recouvrait une autre réalité, puisque le pouvoir réel était exercé par l'administration militaire soviétique (SMAD). Le personnel politique dirigeant avait été préalablement formé dans les écoles de cadres soviétiques. Son noyau principal était le "groupe Ulbricht" rassemblant une dizaine de cadres stalinien. Au fur à mesure que ce personnel dirigeant "autochtone" élargissait sa marge de manœuvre face à l'administration soviétique, il s'efforçait de démontrer le "fait accompli" de la réalité étatique de "son" territoire, car il était toujours hanté par l'idée que le Kremlin pourrait le sacrifier pour ses intérêts propres, dans le cadre d'un compromis avec les Etats impérialistes. Quand la deuxième conférence du Parti socialiste unifié (SED) a proclamé la "transition au socialisme", en 1952, les entreprises privées ne représentaient plus que 20 % de l'industrie.

Le SED était né dans la zone d'occupation soviétique, en avril 1946, de la fusion du Parti social démocrate (SPD) et du Parti communiste allemand (KPD). Cette fusion impliquait, à partir des années suivantes, la liquidation politique de tous les résidus de positions social-démocrates dans un parti qui n'avait, à plus forte raison, jamais donné une chance d'expression aux idées oppositionnelles de gauche. Les restes des vieux partis bourgeois, des partis spécialement créés pour canaliser les aspirations de certaines couches, ainsi que les "organisations de masse" bureaucratiquement contrôlées ont formé le "front national" présentant des listes uniques à toutes les élections. L'aspect coercitif du système de domination a été rapidement démontré aux yeux de tous.

La révolte ouvrière de 1953

Les conseils d'entreprises, représentant un reste de capacité d'action et de résistance ouvrière, se sont mis en grève et ont manifesté, à partir du 16 juin 1953. La révolte, d'abord dirigée contre les normes de production, a très vite pris comme cible le régime autoritaire du Parti-Etat en tant que tel. Pendant trois jours, il y eut une grève générale dans les principales villes industrielles de RDA (plus de 300 000 grévistes) : les revendications ouvrières portaient sur un abaissement des normes de production et une hausse des salaires, puis surgit l'exigence d'élections libres et de davantage de libertés démocratiques. Les ouvriers s'organisèrent en comités de grève. Lors de manifestations de masse, les locaux du Parti ont été attaqués et mis à sac, les prisonniers libérés de leurs geôles, et des policiers lynchés.

La bureaucratie est-allemande, incapable de faire face à un tel mouvement,

appela l'URSS à la rescousse. 25 000 membres de l'Armée rouge et 300 tanks furent nécessaires pour reprendre la rue aux manifestants, après de très violents combats (on estime qu'il y a eu plus de 200 morts).

Les problèmes de légitimation politique de la bureaucratie est-allemande étaient les mêmes que ceux des pays comparables : manque de souveraineté démocratique du peuple, privilèges des bureaucrates, incompétence, gaspillage et irrationalité d'une économie bureaucratiquement centralisée, étouffement de toute vie publique réelle qui devient une mise en scène hypocrite, règne du double-langage et du conformisme par peur de représailles ou de tracas personnels. Mais, la RDA était surtout confrontée à des problèmes spécifiques.

La « nation socialiste est-allemande »

C'est seulement dans les années 70, avec la politique de détente du gouvernement Brandt en RFA, que le SED a commencé à parler d'une « nation socialiste est-allemande » et de « l'irréversibilité des résultats de la Deuxième Guerre mondiale ».

Jusqu'alors, le SED avait toujours — et non sans raison — parlé de la responsabilité de l'Ouest dans la division du pays : c'était bien le chancelier Adenauer et la bourgeoisie ouest-allemande qui avaient forcé l'intégration de la RFA dans l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), la remilitarisation et qui avaient fait du thème de la "réunification" une phrase de propagande irréelle, servant simplement à mobiliser des sentiments réactionnaires. Mais, bien entendu, la bureaucratie a eu beaucoup de peine à forger de toutes pièces une légitimité "nationale" spécifique à l'Allemagne de l'Est, d'autant plus, qu'en 1953, son régime n'avait été sauvé que par les blindés soviétiques.

Quand le "mur de Berlin" a été construit, en 1961, il s'agissait d'une réponse bureaucratique à des problèmes réels. Au total, plus de trois millions d'est-allemands avaient quitté le territoire pour aller s'installer à l'Ouest. Cet exode menaçait réellement des secteurs importants de l'économie. La force d'attraction des hauts salaires et la perspective d'une vie beaucoup plus aisée à l'Ouest, pour des gens hautement qualifiés, étaient évidentes. Même une RDA gouvernée par une réelle démocratie socialiste aurait eu ce problème. En plus, les masses en RDA ont toujours comparé leur situation avec celle de RFA, tant au niveau de la consommation individuelle que du point de vue des libertés et d'une vie publique plus intéressante.

Mais, loin de résoudre la crise de légitimité du pouvoir et d'enrayer l'exode, la construction du mur n'a fait qu'accentuer les problèmes. Le mur enfermait le peuple — et a créé, pour trois décennies, un thème rêvé de propagande anti-communiste. Le régime a pu se mainte-

nir grâce à la combinaison des acquis de l'économie de planification (sécurité de l'emploi, services sociaux, rythmes de travail moins contraignants, etc. — réels en RDA, peut-être plus que dans tous les pays à système comparable) d'une part, et de la peur de la répression, d'autre part. Mais cette semi-légitimité a fini par s'user complètement.

Le fait que le peuple est-allemand ait été maintenu prisonnier par son propre gouvernement n'y est pas étranger. Aujourd'hui que le pouvoir bureaucratique a dû concéder la liberté de voyager à l'Ouest, plus de onze millions d'Allemands de l'Est, sur une population totale de dix-sept millions, ont demandé des visas pour la RFA !

La "dernière carte" de la bureaucratie semble être celle des concessions croissantes au capital ouest-allemand. La pression économique et politique de l'impérialisme ouest-allemand est très forte. Déjà, la question de la monnaie de RDA non-convertible, mais objet d'une spéculation croissante, risque de renforcer le phénomène d'un échange économique inégal à grande échelle, comparable à celui entre pays impérialistes et pays du Tiers-monde.

Position défensive

La bourgeoisie impérialiste ouest-allemande veut détruire l'économie non-capitaliste de RDA. Tant que le pouvoir du capital ouest-allemand n'est pas ébranlé à son tour, la solution des problèmes dans l'intérêt des masses est-allemandes (ouverture des frontières, amélioration du niveau de vie, sauvegarde et même renforcement des acquis sociaux, etc.) devient une équation sans solution. Et cela ne semble pas à portée de vue pour le moment. D'où l'aspect défensif de la politique socialiste-révolutionnaire en RFA : opposition à la "réunification", qui signifierait aujourd'hui (dans l'état actuel des rapports de forces et l'absence d'une crise révolutionnaire à l'Ouest) l'annexion de la RDA par la RFA ; condamnation de tout revanchisme ouest-allemand qui prétendrait « agir et parler aussi au nom des Allemands de l'Est » ; lutte pour l'autodétermination de la population est-allemande afin qu'elle choisisse son gouvernement et son système économique et politique.

Une aide financière ne serait positive que si elle est inconditionnelle et conçue comme une compensation pour la saignée économique subie par la RDA, en raison de la perte massive de sa force de travail qualifiée, au profit du capital ouest-allemand. Pour aller au-delà de ces revendications défensives, les forces de la gauche révolutionnaire et socialiste, en RFA et en RDA, devront discuter, élaborer et agir ensemble. En dernière analyse, c'est le développement de la solidarité ouvrière par-delà les vieilles frontières qui, seule, tranchera dans un sens positif. ■

20 novembre 1989

Turbulences sur l'Ost-politik

LES EVENEMENTS de RDA mettent à nu les contradictions latentes du projet d'intégration européenne. Voilà encore quelques semaines, il n'était pas question d'autre chose que d'un élargissement vertueux de la CEE, à terme, à des pays comme la Hongrie, pourvu que leur marche vers le capitalisme ne soit pas interrompue. L'accélération des événements met à mal ce bel idéalisme.

Claude GABRIEL



FRANÇOIS Mitterrand, président en exercice de la Communauté économique européenne (CEE), déclarait au lendemain de l'ouverture du mur de Berlin : « *Nous sortons d'un ordre établi et nous ne pouvons pas*

dessiner le nouvel équilibre, nous allons même sans doute vivre un temps sans équilibre. » Tout le "gratin" occidental s'était pourtant déjà réjoui mille fois des évolutions économiques en Hongrie et en Pologne. N'était-ce pas, selon eux, la preuve que le capitalisme et le marché l'avaient définitivement emporté sur le "communisme". Or, il a suffi qu'une brèche s'ouvre à Berlin, que des millions d'Allemands de l'Est passent librement à l'Ouest le temps d'un week-end, et reviennent chez eux pour que tout ce beau monde se mette à s'inquiéter et à s'interroger. A voir les tristes mines de Bush et de Thatcher, à voir l'air préoccupé de Mitterrand, on aurait presque cru que ces Berlinoises de l'Est, rigolards et fiers de leur révolution, étaient devenus plus dangereux que les armées du Pacte de Varsovie.

"Apprenez le capitalisme !"

A Lech Walesa qui réclame des banquiers, Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes, répond avec paternalisme que les Polonais doivent d'abord apprendre "l'économie", c'est-à-dire apprendre le capitalisme. Au gouvernement hongrois qui attend des aides financières de la CEE, le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, explique qu'il faut d'abord que Budapest trouve un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Et d'ajouter qu'il faudra que le gouvernement obtienne l'appui de l'opposition pour mettre en œuvre un programme de réformes économiques très dur pour la population. Cela ne rap-

pelle-t-il pas les rapports avec le Tiers-monde ?

Les prêts envisagés à la Pologne et à la Hongrie par la Banque européenne d'investissement seront faits aux conditions du marché, et seront donc pour le moment de faible portée compte tenu de l'endettement de ces pays. La Commission de Bruxelles se prend à négocier un meilleur accès pour les produits agricoles de l'Est, mais voilà que les associations professionnelles européennes protestent discrètement (1). Les industriels allemands s'emploient à investir dans ces pays et ils évoquent l'attrait des bas salaires. Les patronats français, allemand ou italien parlent de la nécessité de renforcer les ventes à l'Est, mais ils demandent d'abord que leurs Etats respectifs assurent, par des prêts financiers, la solvabilité de ces clients potentiels... Tout cela ne ressemble-t-il pas trait pour trait aux relations des Douze avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) (2) ?

Pas d'élargissement de la CEE

Les beaux discours officiels sur la démocratie et la grande Europe laissent donc rêveurs. Les travailleurs hongrois, polonais, allemands qui se sont insurgés contre les formes d'échange inégal entre leurs pays et l'Union soviétique, et qui ont dénoncé les pertes de "souveraineté nationale", verront-ils, sans bouger, s'installer une seconde forme de dépendance (3) ? Rien n'est moins sûr maintenant, car on y verra les mêmes effets que dans le Tiers-monde lorsque le FMI impose des politiques d'austérité draconiennes. Les capitalistes veulent des garanties. Ils veulent de la rentabilité et des profits, et pouvoir licencier. Ce n'est certainement pas cette idée du "marché" qu'ont les ouvriers hongrois qui crient ne plus vouloir du "communisme".

Il ne s'agit donc pas d'un élargissement de la CEE, ni d'une future grande Europe "social-démocrate". Au-delà des discours dominicaux, ce sont les capitalistes européens qui donnent forme à la

politique réelle. Pour eux, il ne peut s'agir d'autre chose que d'opportunités nouvelles pour l'investissement, en fonction des profits escomptés. La faible solvabilité des populations concernées réduit les possibilités d'une forte consommation de produits intermédiaires.

Les objectifs, pour le moment, seront donc essentiellement des marchés d'équipement à base de prêts, d'aides étrangères et de délocalisations industrielles, ou de *joint-venture* pour bénéficier d'avantages comparatifs et réduire les risques. Car, comme dans le Tiers-monde, les patrons vont chercher à se faire assurer auprès de leurs Etats, contre les risques d'instabilité sociale et économique. Et c'est précisément parce que ce sont des capitalistes en chair et en os qui mènent la danse, et pas simplement les institutions de Bruxelles, que ce qui se passe en RDA, et ailleurs, déstabilise le projet de l'Europe des Douze.

Derrière l'Acte unique, la "volonté politique" dont parlent si souvent les chefs d'Etat, derrière même les impératifs économiques globaux, se cache une classe sociale réelle : la bourgeoisie. D'ailleurs, le projet du grand marché communautaire correspond à des intérêts généraux du capitalisme sur le moyen terme : abaissement des coûts, libre circulation des capitaux, déréglementation, etc. Il reste à déterminer ce qu'est, en permanence, le comportement des classes dominantes européennes et des différents groupes capitalistes qui les composent. Au projet d'ensemble ne correspond donc pas mécaniquement un "patronat européen", ni un Etat européen. Et même si les différents gouvernements de la Communauté cherchent une plus grande intégration politique, ils ne le peuvent, toutefois, qu'en fonction de ce qui se passe concrètement au cœur de l'industrie capitaliste. Or, à ce niveau, tout prouve que selon les branches et les productions, les choix patronaux restent très diversifiés, dans et hors de la CEE.

Les menaces qui pèsent maintenant sur la cohésion communautaire ne pro-



1) Pour le moment, la levée de certains quotas d'importation pour des produits peu sensibles, c'est-à-dire peu concurrentiels pour l'industrie communautaire, est prévue, en 1994 pour la Pologne, et en 1995 pour la Hongrie.

2) Soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont signé un accord économique et commercial avec la CEE, la Convention de Lomé, qui contient notamment des conventions sur l'accès à la Communauté des produits primaires exportés par ces pays, sur la base de franchises tarifaires.

3) Déjà aujourd'hui, l'essentiel des exportations de ces pays vers la CEE est constitué de matières premières, de produits semi-finis contre des importations de technologie et de biens d'équipement. La CEE exporte pour 10 443 millions d'Ecus vers les pays de l'Est (hormis l'URSS) et importe de ces pays pour 11 499 millions d'Ecus (1 Ecu équivaut à 1 dollar environ).

viennent pas d'un prétendu glissement "naturel" de la République fédérale allemande (RFA) vers l'Europe centrale. Les entreprises allemandes ont des stratégies mondiales, comme toutes les multinationales européennes. Elles n'ont pas d'idéologie particulière qui les feraient regarder avec compassion vers la "Mittel Europa". En revanche, elles sont à la recherche de nouveaux marchés ou de nouveaux avantages comparatifs. Elles peuvent, par conséquent, se "précipiter à l'Est" (4) pour occuper le terrain au détriment de leurs concurrentes.

Concurrence au sein de la Communauté

Il existe sans doute un projet de "grand marché" de l'Europe des Douze, mais il n'y a toujours pas d'impérialisme européen. Pour que cela soit, il faudrait un plus haut niveau d'intégration et de cohésion économique, l'existence de véritables multinationales "européennes" et un appareil d'Etat correspondant. Rien de tout cela n'existe pour le moment.

Tout comme l'a démontré précisément, par exemple, la mise en place de la Convention de Lomé entre la CEE et les pays ACP, la concurrence entre firmes, au delà des choix généraux des Douze, fait rage pour décrocher des marchés d'équipement. Et la plupart des entreprises continuent à compter sur leur gouver-

nement "national" pour leur faciliter l'ouvrage.

C'est ainsi que les parts de marchés obtenues (dans les ACP, mais demain à l'Est) et surtout l'évolution de ce partage, correspondent aux rapports de forces entre les différentes économies européennes. Rien d'étonnant, donc, à ce que dans l'Europe d'aujourd'hui, les *Konzerns* allemands fassent figure de favoris dans cette course aux parts de marchés (5). Il n'est pas étonnant, non plus, que Kohl ait voulu symboliser la force de l'impérialisme allemand en posant très vite, et à sa manière, la question de la réunification allemande.

La concurrence va faire rage, et le bel édifice communautaire, déjà fragile, risque de se fissurer un peu plus. Mais, prévoir la fin du projet d'Acte unique serait, cependant, une spéculation hâtive. Les intérêts immédiats et les intérêts à long terme ne peuvent s'opposer durablement. Plus que l'Europe de l'Est, ce sont les données du marché mondial et les besoins de mise en valeur du capital au niveau international qui seront déterminants. Dans l'immédiat, on voit bien comment ces nouveaux enjeux et les concurrences qu'ils occasionnent ne font



qu'aggraver les tensions internes à la CEE. Tout le débat sur l'Union économique et monétaire, largement centré sur la question d'une monnaie commune et celle de la souveraineté des Etats membres, va s'intensifier.

Et l'arsenal militaire ?

Mais la politique des gouvernements eux-mêmes n'est pas à l'abri d'un bouleversement, à partir du moment où elle aura trait aux nouveaux enjeux économiques et stratégiques. Qu'en est-il, ainsi, de l'affaire des blocs militaires ? Il a été pour le moins cocasse de voir Kohl ou Mitterrand s'enflammer un temps pour la réunification allemande, sans dire un mot sur le dispositif militaire occidental en RFA. Comment justifier, comme par le passé, l'immense arsenal militaire accumulé en Allemagne et en Europe ? Comment justifier, en France, le maintien de la "force de frappe" nucléaire ? Comment défendre le maintien des troupes de l'Alliance atlantique en RFA ? Bush, Mitterrand, Kohl et les autres auront, sans doute, quelques difficultés à s'expliquer sur le sujet.

Ils évoquent déjà les risques de guerre civile en Europe centrale, et les possibilités de renversement de Gorbatchev. L'essentiel n'est pourtant pas là. Pendant plus de quarante ans, les gouvernements occidentaux ont justifié d'immenses dépenses militaires par les dangers du "revanchisme" allemand ou d'une attaque soviétique. Les capitalistes ont bénéficié de cette manne, en termes de crédits et de marché. Les budgets nationaux ont ainsi financé d'immenses profits patronaux, sans parler des retombées pratiques sur la recherche scientifique, en partie polarisée par les besoins militaires. Le Mur de Berlin, comme symbole du "danger de guerre" satisfaisait pleinement les firmes Boeing, Siemens-MBB, Thomson, Rolls-Royce, etc., et toutes les entreprises qui tirent profit des crédits militaires des Etats. Et voilà que des milliers d'Allemands de l'Est se mettent à passer librement le Mur... pour aller boire une bière à Berlin-Ouest !

Or, toute cette affaire se combine, maintenant, avec le débat européen, car la Communauté est loin d'être une entité homogène du point de vue des politiques militaires. De la CEE, de l'Alliance atlantique, de l'Union européenne occidentale, du groupe des quatre pays responsables du statut de Berlin, quelle instance sera le lieu approprié pour résoudre ces contradictions ? Que va devenir le projet de "défense européenne" ? Comment réadapter, à terme, l'appareil militaro-industriel ?

L'avenir de l'Europe, fort heureusement, ne dépend pas seulement du grand jeu de société de la bourgeoisie. Le Mur de Berlin s'est effondré, parce que les travailleurs de RDA l'ont fait tomber. Plus que jamais, l'alternative ne peut être que celle de l'internationalisme, c'est-à-dire des liens militants, organisés et concrets que seront capables de tisser les mouvements de luttes, indépendants des Etats, par-delà les pays et les "blocs".

Luttes ouvrières, mouvements de jeunes, mouvements culturels, mouvements écologistes, luttes contre toutes les oppressions et contre le militarisme sont, de plus en plus, des enjeux pour lesquels il est possible et nécessaire de traverser les frontières, afin de lutter ensemble. Cette Europe-là ne ressemble pas à celle de Delors ou de Kohl. Elle ne ressemble pas non plus à la "maison commune" dont parle Gorbatchev. Car il ne s'agit surtout pas d'une Europe construite à partir des "valeurs" que Gorbatchev prétend maintenant partager avec le président Bush ou avec Madame Thatcher !

20 novembre 1989

4) Mot d'ordre lancé par Roger Fauroux, ministre français de l'Industrie, aux patrons français, en octobre 1989.

5) Les entreprises allemandes ont déjà plusieurs longueurs d'avance à l'Est. De plus, la RDA qui est le pays de l'Est le plus industrialisé, après l'URSS, vend déjà trois fois plus à la RFA qu'aux onze autres membres de la CEE. Les rapports commerciaux entre la RDA et la CEE sont d'ores et déjà très étroits, et passent largement par les échanges avec la RFA.

Contre-insurrection, terreur et démocratie

« LA CLEF de la contre-révolution, c'est la contre-mobilisation et la contre-organisation » (1). Depuis la chute de la dictature de Marcos (2), les responsables militaires nord-américains et philippins ont redécouvert l'importance du politique, de l'action psychologique et de l'encadrement local de la population dans la lutte contre le mouvement communiste.

A long terme, la mise en œuvre de cette nouvelle doctrine risque de poser plus de problèmes qu'elle n'en aura résolus. Mais, dans un premier temps, elle a permis au gouvernement d'enregistrer quelques succès, en plaçant politiquement — et à plusieurs reprises — le Parti communiste des Philippines (PCP) et la guérilla sur la défensive.

Paul PETITJEAN



LES PRINCIPES de contre-insurrection, aujourd'hui prônés à Manille comme à Washington, ne sont pas véritablement neufs. On y retrouve notamment des conceptions qui avaient déjà été mises en œuvre aux Philippines, durant les années 50. Le gouvernement avait alors réussi à briser le soulèvement paysan des Huks, dans le centre de l'île de Luzon.

Mais la doctrine actuelle des "Conflits de basse intensité" (Low intensity conflict, LIC) se démarque ostensiblement de l'orientation dominante durant la décennie 1965-1975 : celle de l'escalade militaire face au développement d'un mouvement révolutionnaire armé. En effet, la réévaluation de la politique de contre-insurrection fait suite à un double échec : la défaite des armées américaines au Viêt-nam et l'incapacité du régime Marcos à juguler l'expansion de la guérilla aux Philippines.

Par "conflit de basse intensité", il faut comprendre que l'accent n'est plus mis sur les grandes opérations militaires coûteuses et souvent politiquement contre-productives car elles s'accompagnent de nombreuses "bavures" à l'encontre de la population civile. Mais, comme le note le colonel John Waghelstein (3), il ne faut pas pour autant penser que cette doctrine ne prône qu'un engagement limité.

La LIC signifie, en effet, une « guerre politique, économique et psychologique, dans laquelle le militaire ne représente qu'un quatrième élément, d'ordre souvent secondaire ». En une formule choc, Waghelstein explique que le « conflit de

basse intensité », c'est « la guerre totale au niveau local ».

Parce qu'il met l'accent sur la guerre psychologique, le LIC est parfois perçu par des militants d'extrême gauche comme un véritable *Deus ex-machina*, permettant à Washington de manipuler à volonté la réalité philippine. Toute division au sein du mouvement ouvrier, toute divergence grave au sein du mouvement communiste risquent d'être simplement analysées comme le produit de la manipulation impérialiste. Le danger est alors grand de ne répondre à la désunion que par la dénonciation de la main manipulatrice et de la naïveté suspecte des manipulés.

"Conflit de basse intensité"

Les choses sont certes beaucoup moins limpides. Les services secrets américains (CIA) et autres services spéciaux cherchent évidemment à jouer sur les divisions syndicales et politiques de la gauche, voire sur les divergences qui s'expriment au sein même du Parti communiste des Philippines (PCP). Mais la désunion plonge aussi, et avant tout, ses racines dans l'histoire sociopolitique du pays et dans l'expérience pour le moins complexe du socialisme international. Elle réclame, pour être surmontée, d'autres réponses que la seule dénonciation.

Les services américains ne sont pas seuls en cause. De fortes tensions s'expriment régulièrement entre les diverses confédérations syndicales des Philippines. La social-démocratie européenne cherche à en profiter pour isoler le Mouvement du Premier mai (KMU), la centrale la plus radicale. Sous Marcos, son action était hypothéquée par le fait que le Congrès des syndicats de Philippines



(TUCP), la Confédération membre de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL — où se regroupent notamment les syndicats dirigés par la social-démocratie), était lié à la dictature. Aujourd'hui, celui-ci se tourne vers le régime Aquino qui est nettement plus présentable dans l'arène internationale.

Aux Philippines, l'une des principales caractéristiques de la doctrine des "conflits de basse intensité" est l'organisation de la population civile en milices armées (les groupes de "vigilants") et son engagement direct dans l'action contre-révolutionnaire. A l'origine de ces milices, on trouve de tout : des groupes para-militaires officiellement appelés Unités géographiques des forces armées civiles (CAFUG), des sectes religieuses, les gardes privés d'un notable ou d'un "parrain" du milieu, des soldats et officiers en rupture de ban, d'ancien guérilleros repentis, etc. (voir *Inprecor* numéro 265 du 9 mai 1988).

Ces organisations locales se sont multipliées dans l'archipel après la chute de la dictature Marcos : les anciennes milices para-militaires — les Forces civiles de défense locales (CHDF) de triste mémoire — étaient déconsidérées et il n'existait plus de pouvoir central fort, à même de contrôler le foisonnement de groupes armés de toutes sortes. L'apparition massive des "vigilants" est avant tout un phénomène proprement philippin, héritage d'un passé déjà ancien (la fragmentation du pouvoir étatique et la puissance des grandes familles provinciales) et plus récent (la politisation de l'armée sous Marcos et l'émergence de courants religieux fondamentalistes

1) Colonel Ismael Villareal, commandant en chef adjoint des Opérations, cité par l'Institute for Popular Democracy (IPD) dans *Political and Religious Right in the Philippines*.

2) Ferdinand Marcos a été élu président, en 1965, à la suite d'une élection jugée frauduleuse. Il a renforcé sa dictature à partir de 1972, avec l'instauration de l'état de siège, qui ne sera levé qu'en 1981. Il a été renversé par les mobilisations de masse qui ont suivi la fraude massive l'élection présidentielle du 7 février 1986, où Marcos s'est déclaré "vainqueur" face à Cory Aquino (voir *Inprecor* numéros 214 et 215 des 3 et 17 mars 1986).

3) Le colonel John Waghelstein commande la Vile Force Spéciale de l'armée de terre américaine.

d'extrême droite). Les tenants du LIC ont bien entendu profité de l'aubaine.

Le point fort de la politique de "conflit de basse intensité" n'est pas de créer de toutes pièces de nouvelles formations contre-révolutionnaires, mais de savoir utiliser les organisations existantes et enracinées produites par l'histoire locale. Un autre avantage dont bénéficie le LIC est le passé colonial du pays. Il explique la multitude des liens entre les Philippines et les États-Unis et qui facilitent considérablement l'intervention multiforme de l'impérialisme américain dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de contre-insurrection.

L'intervention américaine

En avril 1987, le président Reagan a officiellement autorisé la CIA à opérer aux Philippines. Un budget de 10 millions de dollars a été adopté à des fins de surveillance et d'action secrètes (4). Quant au PCP, il a décidé de s'attaquer directement à la présence américaine.

En avril 1989, une unité urbaine de la Nouvelle armée du peuple (NPA — guérilla dirigée par le PCP) a abattu le Colonel James Rowe, un officier américain spécialiste de l'action contre-révolutionnaire.

La politique américaine aux Philippines n'est pas sans contradictions. Diverses agences gouvernementales et de nombreux groupes de pression privés sont concernés, et leur action est parfois bien difficile à homogénéiser. On a vu comment, après l'assassinat du politicien d'opposition Benigno Aquino, en 1983, de véritables conflits d'orientation ont divisé l'administration américaine. Mais cette diversité permet aussi à Washington de rester en

contact avec tout l'éventail des forces politiques aux Philippines, des modérés à l'extrême droite, du gouvernement aux éléments factieux de l'armée.

La croissance de la NPA a amené Washington à réévaluer ses priorités en matière de contre-insurrection, dès 1984, en mettant l'accent sur son aspect non-militaire. Confronté à la crise de la dictature, le gouvernement américain ressentait le besoin d'élagier l'assise du régime philippin au sein de la bourgeoisie et de renforcer l'encadrement de la population. Dans un document adopté en janvier 1985 (5), il se prononçait pour l'introduction de réformes politiques et économiques afin d'ouvrir plus largement les allées du pouvoir à l'élite philippine, sans pour autant mettre en question l'existence même du régime Marcos.

D'autres mesures concernaient les forces armées. Il s'agissait tout d'abord de renforcer leur efficacité en améliorant la qualité de la « contre-propagande » et des actions civiques présentées comme « une adjonction nécessaire à l'action militaire ». L'aide devait surtout permettre aux forces gouvernementales de se déplacer plus facilement, de tirer plus efficacement et de communiquer plus librement (6). Plutôt que des avions F 16 ultra modernes, le Pentagone offrait des camions, des véhicules blindés, des pièces pour hélicoptères et du matériel radio. Enfin, Washington voulait renforcer son contrôle sur l'armée philippine en multipliant les stages de formation et d'entraînement.

L'un des plus importants membres du Département de la défense a précisé, sans ambiguïté aucune, ce que cette dernière mesure impliquait : « Fort important, [ce] programme permet de nouer des rapports avec les plus jeunes officiers des Forces armées des Philippines qui sont ses futurs chefs. L'amitié



Cours de "contre-propagande" anti-communiste dans un village

très spéciale qui existe entre le personnel militaire américain et philippin s'est forgée durant la Deuxième Guerre mondiale. Elle a renforcé les rapports formels qui existent entre nos deux gouvernements et y a ajouté une dimension humaine qui a fait de ces liens une relation spéciale entre les deux pays. Si nous voulons avoir de tels liens spéciaux entre les chefs militaires de demain, américains et philippins, il nous faut investir maintenant, en offrant l'occasion de les entraîner ensemble et de les associer ainsi ».

Les "rapports spéciaux" américano-philippins ne se limitent pas aux milieux militaires. Ils concernent aussi les mouvements politiques, les sectes religieuses et les lobbies privés. Le mariage semble notamment consommé entre la "Nouvelle droite" des États-Unis et la

droite religieuse aux Philippines. L'activité de personnalités américaines d'extrême droite a été si flagrante, qu'elle a provoqué une mise en garde en bonne et due forme de la part de la Chambre des représentants. Une telle ingérence, précise la résolution, constitue « une menace contre la construction d'une société véritablement pluraliste et démocratique » (7).

Les sectes religieuses

Parmi les personnalités concernées se trouve Ray Cline, ancien directeur adjoint de la CIA et John Singlaub, officier à la retraite qui est à la tête de la Ligue anti-communiste mondiale. Singlaub, lors de son séjour aux Philippines, a bénéficié de nombreux contacts avec des personnalités haut placées, comme Teodoro Locsin, conseiller de la présidente Aquino ; Fidel Ramos, le ministre de la Défense ; Juan Ponce Enrile, lui aussi ancien ministre de la Défense et, aujourd'hui, l'un des hommes forts de la droite ; le général Luis Villareal, qui était, à l'époque, haut responsable des services de renseignements.

Les sectes fondamentalistes, généralement protestantes, connaissent actuellement « une croissance phénoménale ». Du point de vue doctrinal, elles se caractérisent « par la recherche de la sanctification, par une piété conservatrice, par un prosélitisme agressif et par leur grande cohésion communautaire » (8). Leur attrait tient à ce qu'elles font appel à la conscience religieuse, qu'elles offrent des réponses simples, un sentiment d'appartenance, un véritable soutien communautaire dans une société en crise. Elles constituent, aujourd'hui, un milieu privilégié pour l'anti-communisme le plus virulent.

L'extrême droite comprend donc aux Philippines un large éventail d'organisations politiques, de sectes religieuses, de milices armées et de groupes paramilitaires. Pour la première fois, une

4) Nayan Chanda, "Here Come the Spies", *New York Times*, 9 avril 1987.

5) National Security Study Directive (NSSD), préparée par un "Groupe Inter-Agences" mis en place après l'assassinat d'Aquino. Voir Walden Bello, "Creating the Third Force: US Sponsored Low Intensity Conflict in the Philippines", Philippine edition, 1987, pp. 57-59.

6) La formule "Move, shut, communicate" résumait les priorités concernant l'aide américaine en matériel militaire, en 1987. Walden Bello, op.cité p.94

7) Resolution 0284, House of Representatives, cité dans IPD, op.cité p. 1.

8) Thomas Marti, "Fundamentalist Sects and the Political Right", *SPI series* numéro spécial 3, Socio-Pastoral Institute, Quezon City, 1987. Pro-Mundi Vita n° 100, Bruxelles, 1985/1. Voir aussi Rev. Thomas Marti, *Fundamentalist Religion*, *SPI series* D3-88, 1988.

soixantaine de ces mouvements ont formé une large coalition, l'Alliance nationale pour la démocratie (AND). Le général Ramos, ministre de la Défense et postulant à la présidence de la République, a patronné la formation de ce nouveau mouvement. A l'occasion de la réunion inaugurale de l'AND, il s'est adressé aux sectes fondamentalistes en les incorporant directement dans la stratégie contre-insurrectionnelle : « Vous devez montrer au reste du pays que les citoyens peuvent être organisés et motivés [afin de participer à la lutte anticommuniste]. Vous êtes partie prenante de la guerre du peuple pour la démocratie » (9).

"Gardiens du peuple"

Les organisations d'extrême droite opèrent aussi bien à la campagne que dans la capitale, Manille. Elles ne cachent pas leurs objectifs. Ernie Camino dirige l'une d'entre elle, "Bantay Bayan" (les Gardiens du peuple), qui offre ses services aux entreprises qui veulent mettre au pas les travailleurs. Camino a pour ambition d'« éduquer les ouvriers sur les affres et dangers des syndicats rouges » et de « briser ces syndicats qui ne sont que des fronts communistes ». En mars 1989, 34 entreprises privées — dont la multinationale Nestlé (10) — avaient déjà fait appel à ses bons offices.

Camino collabore également avec l'état-major de l'armée et les gouverneurs de province. Il donne des cours d'anticommunisme à des villageois, sous la protection d'équipes spécialement constituées pour la guerre psychologique, les SOT (équipes d'opérations spéciales). Il utilise, à cette fin, le manuel de formation de Causa Internationale (Confédération des associations pour l'unité des sociétés d'Amérique) — 264 pages sur papier glacé d'une grande clareté polémique. Cette rencontre entre les SOT et Causa en dit long sur la politique de pacification aux Philippines.

Causa est le bras politique de l'Eglise de l'Unification, à savoir la secte Moon. Cette secte religieuse, constituée en 1954, a été lancée grâce à des fonds coréens, taiwanais et japonais (voir *Inprecor* numéro 264 du 25 avril 1988). Etablie en 1980, Causa avait d'abord pour objectif d'offrir une idéologie anti-communiste aux pays d'Amérique latine. Causa Internationale s'est implantée en Europe, aux Etats-Unis et en Afrique. Son président, Bo Hi Pak, est un ancien officier de liaison entre les services secrets coréens et nord-américains.

Quant aux SOT, il s'agit d'équipes récemment constituées pour mener à bien les opérations contre-insurrectionnelles locales qui doivent neutraliser l'activité de la guérilla et miner son assise populaire. Selon un document militaire, « les opérations menées par les SOT s'attacheront à détruire les cellules politiques communistes dans les zones urbaines, comme rurales, afin de couper les insur-

gés de leur base de masse. Des opérations psychologiques efficaces jouent, par conséquent, un rôle majeur » (11).

En s'attaquant avant tout à la structure politique du mouvement insurrectionnel, les SOT sont censées "s'immerger" dans les villages et les quartiers. Ils doivent aider la population, en offrant des soins gratuits ou en creusant des puits. En bref, ils leur faut battre la guérilla sur son propre terrain, celui de l'implantation de masse.

Il y a bien évidemment un côté beaucoup plus sombre à la contre-insurrection. Il s'agit de frapper sélectivement les cadres du PCP, quitte à multiplier les exécutions sommaires. Les tâches de renseignement restent essentielles. On pense au Plan Phoenix, mis en œuvre par les américains au Viêt-nam, et qui coûta la vie à environ 40 000 "suspects", abattus et souvent torturés sans jugements.

Pour Alfred McCoy, la doctrine des "conflits de basse intensité" risque fort de légitimer les « liquidations de civils » en appliquant « une politique de pacification qui peut finalement encourager l'action des commandos de la mort ». Pour McCoy, les Philippines sont au seuil « d'une sauvage guerre civile » : une véritable « spirale d'assassinats et de contre-assassinats » (12).

Moon, le nouveau Messie

La face "idéologique" de la politique actuelle de contre-insurrection est largement représentée par Causa Internationale. En effet, l'idéologie est le terrain de prédilection de cette organisation. Pour le révérend Sun Myung Moon, « on ne peut éliminer le communisme sans lui opposer une idéologie ou une vision du monde qui soit supérieure. Cette vision du monde doit commencer avec l'idée de Dieu » (13). Le manuel de formation de Causa s'attache, du début à la fin, à opposer la religion au marxisme. Diffusé dans l'armée, il est utilisé par les SOT lors des séminaires de "contre-propagande" organisés dans les localités (14).

Le révérend Moon a été condamné pour fraude par la justice américaine. Cela n'empêche pas son organisation d'opérer à partir des Etats-Unis. Sa secte religieuse ferait rire, si elle n'avait une telle puissance numérique, financière et politique. Moon et sa femme se font appeler "Vrais parents" par leurs disciples et dirigent de façon tout à fait autocratique leur Eglise. Moon assure modestement être le nouveau Messie. Il a « été élu par Dieu pour mettre en œuvre une nouvelle façon de combattre le communisme » (15).

La croisade anti-communiste du révérend Moon se mène sous le drapeau des libertés. L'idée qu'il se fait de la démocratie n'en est pas moins singulière : « Quand notre temps viendra, une théocratie devra automatiquement gouverner le monde. Nous ne pourrons pas, par conséquent, séparer le champ politique du religieux (...). La séparation de la

religion et de la politique est ce que Satan préfère. » (16) Causa Internationale présente une version civilisée de la doctrine propre à la secte Moon. Mais cette organisation a noué des relations suivies avec nombre de mouvements fascisants dans le monde. Elle serait notamment en contact avec le Front national français de Jean-Marie Le Pen.

Vampires et zombies

Le religieux est donc systématiquement manipulé à des fins contre-révolutionnaires. La manipulation par les experts américains et philippins des croyances et superstitions populaires ne date pas d'aujourd'hui. Durant les années 50, les forces gouvernementales ont, par exemple, utilisé la peur des vampires. Ils saignaient, par des incisions au cou, le corps d'un militant capturé et l'abandonnait sur place, vidé de son sang. De quoi faire fuir une unité de guérilla dont le courage au combat ne s'était pourtant jamais démenti (17). Mais la "guerre psychologique" se mène aussi sur un plan plus strictement politique.

Créer la suspicion est l'une des tâches que les SOT sont systématiquement chargées de mener à bien. L'intervention des forces spéciales de la contre-insurrection doit s'opérer en plusieurs phases : l'organisation et l'entraînement des SOT tout d'abord, le travail de renseignement ensuite et, dans un troisième temps, les opérations psychologiques qui accompagnent "l'immersion" de l'unité militaire dans la localité (18). Les SOT font d'abord "courir le bruit" que les militaires "savent tout" sur l'infrastructure communiste dans la localité et annoncent que les militants n'ont que quelques jours pour se rendre. Une fois qu'un certain nombre de renseignements est réuni, les SOT ont recours à "la boîte magique".

Le document militaire sur les SOT présente minutieusement le rôle de cette boîte, « faite de contre-plaqué, de forme cubique, avec une fente sur sa face supérieure et dotée d'un cadenas ». Lors d'une réunion publique, dénommée "dialogue", les habitants sont sommés de mettre dans cette sinistre urne des bulletins sur lesquels ils auront écrits le nom des militants communistes qu'ils connaissent. Les SOT ne laissent rien au hasard. De peur qu'aucun habitant ne

9) Cité par Sheila S. Coronel, *The Globe*, 29 mars 1989.

10) Voir Alain Marc, *Le Journal de Genève*, 2 mars 1989.

11) "Subject: SOT", document militaire dactylographié daté du 1er décembre 1987, p. Voir aussi "Special Operation Team (SOT) Concept", publié dans Victor Corpus, "Silent War", VNC Entreprise, Quezon City, 1989.

12) Alfred W. McCoy, "Demystifying LIC", *Kasarinlan*, vol. 4 n° 3, premier trimestre 1989, p. 40.

13) "Causa Lecture Manual", Causa Institute, New York, janvier 1985, p. II.

14) voir Alain Marc, op. cité.

15) "Causa Lecture Manual", op. cité p. III.

16) "Master Speaks", cité par Fred Clarkson, "The Causa Kingdom", SPI series special issue 2, Socio-Pastoral Institute, Quezon City, 1987.

17) voir McCoy, op. cité.

18) Victor Corpus, op. cité. Les quatre phases suivantes sont la neutralisation du mouvement communiste, la mobilisation de la population, la mise en œuvre d'un programme de défense villageois et le développement économique.



Un "vigilant"

donne satisfaction, et « pour s'assurer que des personnes seront identifiées, il est nécessaire d'être en possession du nom d'un sympathisant de la guérilla recueilli précédemment, et d'avoir quelqu'un qui le laisse tomber dans la boîte — ou l'y mette soi-même avant le dialogue » (19). De quoi profiter de la confusion générale quand les bulletins sont dépouillés en public et quand le nom du militant est ainsi révélé.

Mélange d'action psychologique, de travail de renseignement et d'opération politique, l'affaire des "Deep Penetration Agents" (DPA ou agents d'infiltration en profondeur), surnommés "Zombies", n'a pas fini de poser un grave problème au PCP (voir *Inprecor* numéro 222 du 23 juin 1986).

Depuis longtemps, l'armée cherche à pénétrer les rangs de la guérilla en "implantant" à l'avance des agents dans une zone où l'on peut prévoir que la NPA va bientôt recruter. C'est ce qu'elle a notamment réussi à faire dans l'île méridionale de Mindanao où le mouvement communiste s'est très rapidement renforcé durant les dernières années du régime de Marcos. Elle a aussi réussi à faire croire aux directions communistes que l'infiltration était beaucoup plus importante que cela ne l'était en réalité (20). L'affolement aidant, dans plusieurs provinces de l'île, une purge massive a été déclenchée dans les rangs du PCP, de la NPA et du Front national démocratique. Des dizaines de militants ont été tués, dont la plupart d'entre eux auraient été innocents.

La torture a été utilisée plus d'une fois dans les rangs communistes, et n'a fait qu'aggraver les choses, en amorçant une spirale infernale d'aveux et de dénonciations forcées : après avoir avoué des crimes qu'ils n'avaient jamais commis, des militants ont été mis en demeure de nommer des complices fictifs.

D'autres innocents ont été, de ce fait, impliqués et condamnés.

Un document en langue Tagalog tirant le bilan de ces purges, rédigé par un organe de direction du PCP (peut-être régional) et daté du 4 janvier 1989, a été saisi par les militaires et publié en juin dernier. Il est accablant parce qu'il révèle ce qui s'est passé ; il est essentiel par les questions qu'il soulève et les directives qu'il propose. Il reconnaît qu'il reste encore beaucoup à apprendre sur la façon de conduire les « procédures judiciaires et criminelles au sein du Parti et du mouvement » national-démocratique.

Au vu de l'expérience récente, cette circulaire enjoint les directions de ne pas condamner sur la seule base de « preuves circonstanciennes comme des faiblesses dans l'action, l'association avec un suspect ou des faiblesses personnelles », toutes choses qui « se sont passées »

durant les récentes purges anti-DPA.

Les preuves de culpabilité ne doivent pas être, pour l'essentiel, réunies durant l'interrogatoire mais durant l'enquête qui précède la mise en accusation. Les aveux obtenus durant l'interrogatoire sont en effet douteux, surtout s'ils sont obtenus par la torture : « Il est à craindre qu'une personne soumise à la torture fabrique une histoire pour qu'elle cesse. » De façon générale, « l'usage de la torture est strictement interdit ». Le suspect doit avoir la possibilité réelle de se défendre et les enquêteurs doivent se garder d'un point de vue unilatéral (21).

Purges paranoïques

On connaît deux cas de purges meurtrières, dans les provinces de Quezon et de Laguna (île de Luzon) — deux cas d'autant plus graves qu'ils se sont déroulés après l'expérience désastreuse de Mindanao. Selon le témoignage de rescapés, la direction nationale du PCP est intervenue pour arrêter les liquidations sommaires (comme cela semble aussi avoir été le cas à Mindanao).

Des anciens membres de la NPA se sont rendus aux autorités et ont accordé des interviews sur la vague d'exécutions qui a frappé les membres de leurs unités, durant la deuxième moitié de 1988. Eux-mêmes suspects, bien qu'innocents, ils allaient être abattus par leurs propres camarades. C'est l'arrivée sur place de Satur Ocampo et de Bobbie Malay, deux dirigeants du PCP (22), qui leur a *in extremis* sauvé la vie : ils apportaient un ordre, daté du 15 novembre 1988, selon lequel « toutes les exécutions de DPA devaient être arrêtées » (23).

A notre connaissance, les purges paranoïques n'ont frappé qu'un nombre relativement faible de provinces, et non

pas l'ensemble du Parti. On peut néanmoins affirmer que le dommage qu'elles ont infligé au PCP a été bien supérieur à celui provoqué par l'infiltration qu'elles voulaient combattre. Outre les pertes humaines irréparables, le crédit moral du mouvement a été durement touché, nombre de militants ont perdu confiance en leur propre organisation et la peur risque d'avoir stérilisé le débat politique interne. En effet, comment oser formuler une critique, quand on sait qu'un cadre pourrait y voir la preuve d'une culpabilité, dans la mesure où la tâche des agents est précisément de semer la division ?

La torture dans les rangs communistes

L'usage de la torture a, par ailleurs, profondément choqué nombre de militants et cadres du Parti ou du mouvement national-démocratique. Ils l'ont combattue pour des raisons de principe lorsqu'elle était pratiquée par les militaires. Or, des responsables du PCP, de niveau au moins provincial, ont défendu le recours à la torture sous prétexte d'efficacité (24). Toute information recueillie par cette méthode est pourtant très aléatoire, comme vient, une nouvelle fois, de le démontrer l'expérience récente des purges anti-DPA.

Il y a d'autres raisons plus profondes pour s'interdire d'utiliser une telle méthode. La torture ne peut être, comme un fusil, retournée contre l'Etat bourgeois. Négation même de l'humanité du torturé — et du tortionnaire — elle corrompt moralement l'organisation qui la pratique. Il faut espérer que l'interdiction de tout recours à la torture, tel qu'on le note dans des circulaires du PCP, sera dorénavant appliquée sur l'ensemble du territoire philippin.

Derrière la question des purges anti-DPA, c'est la qualité militante du PCP et de la NPA qui a été mise en cause — ainsi que leur capacité à respecter, même en temps de guerre et dans leur propre camp, les Droits de l'homme les plus élémentaires. Le "massacre de Digos", lui, met en cause leur capacité à protéger les populations civiles, dans un pays soumis à un processus de militarisation de plus en plus sauvage.

La multiplication des groupes de Vigilants et autres CAFGU a créé une situation extrêmement dangereuse. Le régime tend à estomper la différence entre civils et militaires, en impliquant la population dans la contre-insurrection. L'armée gouvernementale était déjà coutu-

19) "Document: STO", op. cité p. 6-7. Voir aussi Kim Gordon Bates, *Politics* numéro 53 de mars 1989.

20) Alfred McCoy, op. cité.

21) Lettre et document datés du 4 janvier 1989, dans : *The New Killing Fields, Civil Relations Service, Armed Forces of the Philippines, Quezon City, juin 1989.*

22) Ils ont tous deux été arrêtés en juillet 1989, et sont maintenant en détention.

23) Cités dans un article de Paulynn Sycam, *The Manila Chronicle*, 31 mai 1989.

24) Cela a été reconnu par plusieurs ex-membres du NDF ou du PCP, à l'occasion de diverses discussions politiques — tout en affirmant leur désaccord complet avec une telle pratique.

mière de "bavures" meurtrières, de simples habitants étant tués lors d'opérations militaires. Les milices d'extrême droite et les armées privées font trop souvent régner la terreur locale. Mais, dernièrement, la NPA elle-même a été mise en accusation dans un petit village de Mindanao, Digos.

Le massacre de Digos

Dans le village retiré de Digos, une secte protestante s'était constituée en milice anti-communiste armée. Le 25 juin 1989, alors que la population était réunie pour un service religieux, une unité de la NPA qui s'était approchée pour un "dialogue" s'est affrontée militairement à des "vigilants". Trente-sept villageois ont trouvé la mort dans les combats qui ont suivi, dont de nombreuses femmes et enfants, désarmés et réfugiés dans un bâtiment. Maître des lieux, l'unité de guérilla a prodigué quelques soins. Mais avant qu'elle ne se retire, deux cadavres ont été décapités.

La représentation nationale protestante, le Conseil unifié des Eglises des Philippines (UCCP) a mis en garde le gouvernement, notant combien la création des groupes de vigilants provoquait une aggravation nouvelle de la militarisation du pays. Mais elle a rendu la guérilla responsable du désastre. Elle a exigé de la NPA qu'elle reconnaisse ses torts, qu'elle sanctionne les coupables et qu'elle indemnise les familles des victimes. Rien dans le déroulement des événements ne permettait de justifier la gravité des pertes subies par la population villageoise : l'unité de guérilla contrôlait la situation. Dans les milieux nationaux démocratiques (favorables à la NPA), l'émotion était, là encore, très grande.

La direction du Front national démocratique (NDF) a constitué sa propre commission d'enquête, qui a présenté son rapport le 12 août 1989. Le 21 août, le conseil national du NDF a publié une déclaration dans laquelle il acceptait les conclusions de la commission d'enquête, à savoir : la mise en accusation et le jugement de l'unité de la NPA impliquée dans les événements ; la mise en accusation et le jugement des deux guérilleros qui ont admis avoir décapité les cadavres ; l'indemnisation des familles de victimes ; l'intensification des campagnes d'éducation politique au sein de la NPA. Le commandement régional de Davao del Sur (Mindanao) doit, par ailleurs, tirer un bilan approfondi de ce qui s'est passé, pour déterminer la meilleure façon de faire face aux groupes de vigilants.

A l'occasion des purges anti-DPA et du "massacre de Digos", c'est le mouve-

ment révolutionnaire qui s'est trouvé, pour une fois, assis sur le banc des accusés. Le gouvernement en a tiré d'autant plus de profit qu'il veut se situer "au centre", et qu'un "courant du milieu" a vu le jour depuis la chute de la dictature, en 1986.

Aquino étant, dans une certaine mesure, menacée par l'extrême droite, comme par l'extrême gauche, elle continue de regrouper derrière elle des éléments effrayés par la dynamique de militarisation du pays — des éléments qui rejettent la violence, d'où qu'elle vienne. C'est une donnée très importante de la situation aux Philippines. Elle est vitale pour toute doctrine de contre-insurrection qui veut mettre l'accent sur l'isolement politique du mouvement révolutionnaire, et qui accorde tant d'importance au front idéologique.



Manifestation à Manille, sur la pancarte : « Mort au communisme » (DR)

Comme le notait déjà Walden Bello, en 1987, « le NDF et la NPA étaient placés dans une situation sans précédent, politiquement sur la défensive tout en gardant l'initiative militaire » (25). Le bilan des trois années passées n'est certes pas univoque, mais une succession "d'affaires" a régulièrement rejeté le mouvement national-démocratique sur la défensive politique et morale. L'enjeu est ici considérable. La présidence Aquino cherche, en effet, à couper l'extrême gauche des "forces intermédiaires" et à utiliser à son profit le drapeau de la démocratie.

Le terrain démocratique s'affirme clairement, aux Philippines, comme un terrain de lutte essentiel pour les révolutionnaires. Joel Rocamora relevait, dans une interview publiée aux Philippines, en février 1989, l'importance de cette

question : « La gauche, dans divers pays du Tiers-monde a besoin de faire une certaine autocritique. Nous nous trouvons, dans ces pays, devant une situation où des forces anti-démocratiques ont été à même de s'emparer du drapeau de la démocratie pour leurs propres fins anti-démocratiques. Les forces de gauche doivent commencer à réfléchir très sérieusement sur ce qui, dans leur idéologie, leurs pratiques passées, leur situation interne, leur accomplissement de la conquête de la bannière démocratique » (26). La doctrine du LIC a cependant un talon d'Achille... et de taille. Elle prétend mettre en œuvre une politique révolutionnaire grâce aux bons offices d'un régime profondément conservateur. Ingénuement, le général Honesto Isleta a expliqué qu'« il s'agit de faire nôtres les techniques utilisées par les communistes, seulement, nous réussirons mieux parce que nous avons plus de moyens... » (27). Comme si tout était affaire de techniciens et de gros sous !

L'appui des militaires

Les grandes familles provinciales — la base sociale du régime Aquino — sont passées maîtres dans l'art de vider de son contenu officiel les lois successives sur la réforme agraire. La bourgeoisie industrielle et financière n'a pas été à même de faire front, face au Fonds monétaire international (FMI), pour soulager l'économie d'une partie du poids de la dette — à tel point que le ministre au Plan, Solita Monsod, pourtant apôtre du libre marché, a fini par démissionner du gouvernement en signe de protestation. Les militaires n'ont pas changé. Ils négocient chichement leur appui au gouvernement. La grande muette reste travaillée par les conflits fractionnels : c'est l'avenir de la

police (intégrée ou pas à l'armée) qui soulève actuellement les passions les plus vives. Aujourd'hui, le gouvernement n'a pas plus réussi que par le passé, à imposer l'unité des forces armées — et son contrôle effectif sur elles.

Les théoriciens du LIC espèrent que le gouvernement pourra renouveler, aujourd'hui, le succès des années 50 contre les Huks. Ils espèrent que la guérilla se décomposera rapidement après la chute de la dictature Marcos. Ils en ont été pour leurs frais. La situation a tant changé, en trente ans, que la politique de contre-insurrection va se heurter à des obstacles structurels nouveaux.

25) Walden Bello, op. cit. p. 75.

26) Joel Rocamora, Burdens of a Client-State, interview, Midweek, 15 février 1989, p. 45.

27) Cité par Alain Marc, Le Journal de Genève, 29 juillet 1988.

Le mouvement révolutionnaire a beaucoup appris de l'échec de la génération précédente — même s'il lui reste certainement beaucoup à apprendre de l'expérience très riche des années 80. Le PCP et la NPA sont des organisations implantées à l'échelle nationale, et dans tous les milieux populaires. L'insurrection des Huks s'était limitée au centre de l'île de Luzon, ce qui avait beaucoup facilité son étouffement.

Les élections de 1992

La société philippine elle-même a bien changé. Dans les années 50, les Philippines connaissaient l'un des plus forts taux de croissance de la région. Aujourd'hui, le pays est la lanterne rouge du développement, comparé à ses voisins de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN). La paysannerie pouvait croire aux promesses du président de l'époque, Magsaysay, concernant la réforme agraire. Elle n'en est plus à sa première expérience amère. De nombreux colons chrétiens ont pu quitter les campagnes trop peuplées de Luzon au nord de l'archipel et des Vizayas au Centre, pour s'établir à Mindanao, spoliant les musulmans de leurs terres. Cette soupape de sécurité est maintenant fermée. Le mouvement ouvrier était encore balbutiant. Bien que très minoritaire, il est à présent plus aguerri. L'armée était, à l'époque, une armée professionnelle, aux ordres du gouvernement civil. Elle représente, aujourd'hui, une puissance politique et une menace constante.

La période qui s'ouvre peut être difficile pour la présidente Aquino. La négociation de nouveaux accords sur la présence de bases américaines, dans l'archipel, en 1991, soulève l'opposition des éléments nationalistes. Elle intervient au moment où la préparation des élections générales de 1992 va amener à leur paroxysme les tensions au sein des classes dominantes. Si la gauche trouve des réponses adaptées à la situation présente et regagne durablement l'initiative politique, la crise du régime peut rebondir à l'occasion de la préparation des élections générales de 1992. ■

20 novembre 1989



AFRIQUE DU SUD

Pourparlers pour une négociation

F. W. DE KLERK, le nouveau président sud-africain, a annoncé le 16 novembre dernier, que certaines lois de ségrégation raciale, concernant notamment les plages et les hôpitaux (l'apartheid dit "mesquin"), allaient être "bientôt" abrogées. Cette décision a été accueillie par la presse mondiale comme un "important pas en avant" vers l'abolition de l'apartheid. Pourtant, depuis dix ans, de nombreuses lois de discrimination ont déjà été abolies. Mais les lois-cadres de l'apartheid restent inchangées, l'état d'urgence est toujours en vigueur. Les grandes lois sur l'habitat (Groupe Area Act amendé), sur les écoles séparées, sur la propriété du sol, sur l'enregistrement par "race" (Population Registration Act) demeurent, ainsi que, bien entendu, la ségrégation du vote pour les Blancs, les Métis et les Indiens, et l'absence du droit de vote pour les Africains. Il faut donc placer ces mesures dans le contexte des discussions sur un règlement négocié en Afrique du sud.

Peter BLUMER



CHAQUE JOUR apporte son lot de surprises sur les actes d'ouverture du régime ou les possibilités nouvelles pour l'opposition de s'exprimer ouvertement et massivement.

En juillet 1989, à Lausanne, s'est tenu un séminaire sur la "société post-apartheid", regroupant des officiels sud-africains, des membres du Congrès national africain (ANC), des experts soviétiques et est-allemands, et des économistes afrikaners (1).

Le 1er octobre, la direction de l'ANC rencontrait, à Londres, des représentants du *Broederbond*, creuset depuis des décennies du pouvoir afrikaner (2).

Le 11 octobre, après trois heures de discussions avec Desmond Tutu, Alan Boesak et F. Chikane (dirigeants "modérés" du mouvement de masse), De Klerk déclarait : « *Nous avons besoin de combler le fossé créé par le manque de confiance. (...) Nous n'en sommes vraiment plus à débattre sur la question de savoir si tous les Sud-Africains doivent voter, si tous les Sud-Africains doivent participer à toutes les décisions qui touchent à leur vie. Maintenant, il est temps de parler sur la façon dont nous allons structurer cela.* »

Walter Sisulu (dirigeant historique de l'ANC) et sept autres prisonniers politiques, condamnés à perpétuité, ont été libérés à la mi-octobre. Le 29 octobre, plusieurs dizaines de milliers de Noirs se

rassemblaient à Johannesburg, à l'occasion de ce qui est reconnu par tous comme étant le premier meeting légal de l'ANC et du Parti communiste.

A eux seuls, ces faits suffiraient à démontrer qu'une nouvelle situation politique s'est ouverte en Afrique du Sud, et que les conditions concrètes de la lutte du mouvement noir sont en train de changer radicalement. Comment faut-il interpréter cette rapide évolution ?

Saut qualitatif

Depuis plusieurs années, l'ANC avait établi différents contacts avec l'establishment libéral blanc, des secteurs afrikaners réformistes, ou même des gens du pouvoir. En pleine montée du mouvement de masse, cela correspondait à un changement des rapports de forces et à la nécessité pour l'ANC de diviser les partisans du régime, et d'obtenir des concessions (3). Le gouvernement, de son côté, répondait toujours avec retard aux pressions du mouvement de masse. Il s'engageait dans diverses réformes, mais continuait à mener une sévère répression.

Parallèlement, l'ANC gagnait en crédibilité, jusque dans les plus hautes

1) Une réunion très ouverte du même type doit se tenir, fin novembre, à Paris.

2) Le *Broederbond* que l'on assimile parfois à une sorte de franc-maçonnerie afrikaner, a connu une crise ces dernières années. Il est devenu "réformiste" et a publié, en juin 1989, un projet de réforme du système.

3) L'ANC avait alors pleinement joué, en 1986, la carte d'une médiation lancée par le Commonwealth, avec une délégation de plénipotentiaires baptisée "Groupe de personnalités éminentes". C'est le gouvernement qui avait fait échouer cette première tentative.

sphères de la bourgeoisie sud-africaine. Il a fallu le second état d'urgence, et de nouvelles lois du travail encore plus répressives (Labour relation Act), pour que le patronat et le régime retrouvent, de concert, une capacité d'initiative politique face au mouvement noir.

Aujourd'hui, les contacts et les pourparlers se situent dans un tout autre contexte. Il ne s'agit pas d'un simple prolongement des tactiques antérieures. Un saut qualitatif a été effectué, qu'il faut expliquer pour comprendre de quoi sera fait le proche avenir.

Sont à l'ordre du jour, pour le moment, des "pourparlers à propos de futures négociations" et la recherche d'un consensus sur la "société post-apartheid". Les contacts entre l'ANC et le pouvoir n'en sont pas encore au stade d'une négociation ouverte pour un changement constitutionnel concret. Il s'agit donc, tout au plus, d'un premier round d'observation, où la forme des contacts demeure plus importante que le fond du dialogue.

Les problèmes à résoudre par voie constitutionnelle sont tellement nombreux et complexes qu'il faudrait, de toute manière, une longue période de négociation et de transition pour réformer "pacifiquement" la société sud-africaine. Et cette "transition démocratique" nécessiterait, en tout cas, une mise au pas du mouvement ouvrier pour que les revendications sociales entrent peu à peu dans le schéma des réformateurs.

Navigation difficile

Quel que soit le prochain rythme des "négociations", le mouvement de masse est dorénavant dans une situation où il va lui être très difficile de maîtriser la dialectique entre luttes à la base et pourparlers au sommet. Quel usage sera-t-il fait des mobilisations pour peser sur les discussions officielles et quels seront les effets de ces dernières sur l'activité du mouvement de masse : voilà des questions qui ne manqueront pas d'être discutées dans les organisations.

Pourquoi ces soudains développements ? Cela fait sept ans que le pays connaît les plus fortes mobilisations de son histoire. Jamais le niveau de conscience, d'organisation et de combativité n'avait atteint celui des années 80. De plus, cette fantastique radicalisation s'est combinée à une longue dépression économique et l'a évidemment aggravée. La classe dirigeante en a été profondément divisée, et les gouvernements impérialistes se sont eux-mêmes divisés sur l'attitude à adopter envers leur allié sud-africain.

Le mouvement noir s'est de plus en plus organisé autour d'une majorité so-

cialie prolétarienne, dans les syndicats, mais aussi dans les communautés. La répression a frappé très dur et s'est acharnée à réduire les capacités organisationnelles du mouvement. Mais elle n'a jamais réussi à faire reculer la conscience moyenne de la population noire. Enfin, au fur et à mesure que le temps passait, l'expérience menait des secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière et de la jeunesse à poser le problème du socialisme comme seul moyen de briser définitivement les ressorts de la ségrégation raciale.

Mais, ce diagnostic suffit-il à expliquer la situation actuelle ? Faut-il, comme le fait l'ANC, expliquer que les ouvertures et les concessions de De Klerk ne sont que l'expression d'un rapport de force défavorable à ce dernier ?



On peut distinguer quatre grandes périodes dans les luttes des dix dernières années. La première se termine en 1984, après le grand boycott des élections pour "Métis" et "Indiens". Le mouvement de masse était très fortement structuré et hautement mobilisé. La seconde période est celle du boycott scolaire, des grands mouvements de grèves, du boycott des commerces blancs, etc.

Vient ensuite la période des reculs, avec le second état d'urgence, la baisse du nombre de grèves, l'affaiblissement du Front démocratique uni (UDF). Enfin, une nouvelle conjoncture s'ouvre, à partir d'août 1989, avec une reprise des grandes mobilisations contre les élections des chambres "blanche", "métis" et "indiennes" (4).

Mais il ne faut pas simplement se référer aux dernières mobilisations. L'impérialisme (à commencer par les Nord-Américains et les Britanniques) et le gouvernement ont certes constaté, à cette occasion, que le mouvement noir disposait toujours d'énormes réserves de combativité. Ces deux ou trois mois n'ont pourtant pas provoqué à eux seuls cette série de "coups de théâtre" dans la vie politique sud-africaine, et le grand tournant actuel. Il faut plutôt remonter à la période des reculs, vers 1987-1988.

Une double impasse

A cette époque, le mouvement de masse a été brutalement confronté à une reprise des capacités d'initiative du pouvoir : état d'urgence, répression sélective, séduction du patronat par un projet de dérégulations et de privatisations, etc. Ainsi, malgré l'ampleur des affrontements de la période précédente, l'appareil d'Etat n'avait pas été durablement affecté, et il n'y a pas eu de réelles failles au sein de l'armée (5). Le régime était affaibli, mais le mouvement noir, de son côté, ne pouvait résoudre le problème de la prise du pouvoir.

Ce dilemme était d'autant plus pesant que, tout au long des années 1985-1987, la propagande de l'ANC expliquait que la politique d'apartheid était devenue impossible à gérer, qu'il existait une situation de dualité de pouvoir, et qu'on en était à l'ultime étape d'édification d'une armée populaire.

Les cadres intermédiaires, et surtout les jeunes militants des townships, étaient alors convaincus que l'issue était proche (6). Pourtant, la question du pouvoir n'était pas à l'ordre du jour. La lutte armée de l'ANC avait été une forme particulière de propagandisme, galvanisant la jeunesse, mais ne constituant pas un projet stratégique convaincant.

Il fallait soudain se poser la question des lignes de repli et de défense des acquis du mouvement. Il était parfois déjà trop tard pour stabiliser le mouvement dans les townships : on avait négligé les liens avec les syndicats, les structures, et l'institution de règles démocratiques au sein du mouvement de masse (7). Un tournant devait être pris, pour concevoir une stratégie à plus long terme.

4) Voir *Inprecor* numéro 293, du 18 septembre 1989.

5) On a vu toutefois apparaître récemment quelques problèmes dans la police. Il faut aussi mentionner l'impact de la campagne contre le service militaire, mais dont l'essence portait, initialement, sur le refus d'aller combattre en Angola et en Namibie (voir *Inprecor* numéro 271 du 5 septembre 1988).

6) Ce jugement n'a généralement pas été partagé par les principales directions syndicales.

7) Cette question a été au centre du rapport du secrétaire du COSATU, au congrès spécial des 14 et 15 mai 1988.

Le trouble est apparu alors dans les rangs mêmes de la direction de l'ANC en exil. Le débat est devenu public, entre ceux qui commençaient à évoquer la possibilité de victoires partielles face à l'apartheid et ceux qui développaient surtout la ligne de la "lutte armée", préconisant une perspective d'armement révolutionnaire des masses, et d'insurrection (voir *Inprecor* numéro 280 du 23 janvier 1989).

Il est tout à fait significatif que ce débat, vif et acharné, au cœur même de l'ANC, n'ait pas été repris sous une forme ou sous une autre, soit par d'autres organisations politiques soit, surtout, dans le mouvement syndical. Si la question du repli tactique a été implicitement évoquée dans certains syndicats, en revanche, lors du congrès du Conseil des syndicats sud-africains (COSATU), en mai 1988, rien d'explicite sur la stratégie à suivre n'a été proposé.

Lutte armée ou négociations ?

Le débat dans l'ANC n'a pourtant pas opposé des théories abstraites : "militariste" contre "réaliste" (8). Pour la première fois, certains ont explicitement défendu l'objectif de réformes partielles et du compromis, et ce, à partir d'un jugement d'échec porté sur les années 1984-1987. Compte tenu du poids de l'ANC dans le mouvement noir, il aurait été difficile d'éviter que ces questions n'aient aucune retombée pratique. Et le problème du repli tactique momentané, évoqué dans la COSATU, pour donner un second souffle au mouvement de masse, ne répondait pas aux questions soulevées dans les rangs de l'ANC, ne se situait pas au même niveau, et ne préparait pas aux réorientations en cours.

L'ANC va ainsi démontrer qu'il a la haute main sur les orientations politiques du mouvement noir. Ni la gauche syndicale ni les autres courants politiques n'ont été, pour le moment, capables de prendre des initiatives dans le débat qui s'ouvre et de se situer au même niveau pratique que la nouvelle orientation de l'ANC.

En 1985, la conférence nationale de l'ANC (9) avait mis l'accent sur la lutte armée. Sa direction a rendu public, en 1988, un avant-projet de Constitution pour une Afrique du Sud sans apartheid (voir p. 25). En août 1989, elle a fait entendre par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) un texte portant sur les conditions d'une négociation (voir encadré). Or, ce tournant politique se situe au moment même où, sur le terrain, le mouvement de masse connaissait de profondes difficultés (10).

Ce projet constitutionnel ne dote pas les militants d'un projet cohérent de société alternative. Il s'agit d'un texte portant sur toutes les garanties démocratiques élémentaires (disparition de toute référence aux races, au droit d'organisation et au droit de grève, etc.), mais qui, sur le fond, constitue un tournant clair par rapport au contenu socio-économique

Extraits de la résolution de l'OUA proposée par l'ANC

Ensemble avec le reste du monde, nous croyons qu'il est essentiel, avant que toute négociation puisse avoir lieu, qu'un climat favorable aux négociations soit créé. Le régime d'apartheid a la responsabilité urgente de répondre positivement à cette exigence universellement proclamée et donc, de créer ce climat.

En conséquence, le régime actuel devrait au minimum :

- libérer sans conditions tous les prisonniers et détenus politiques et s'abstenir de leur imposer des restrictions ;
- lever toutes les interdictions et restrictions sur toutes les organisations et toutes les personnes ;
- retirer toutes les troupes des townships ;
- mettre fin à l'état d'urgence et abroger toute législation telle que, y compris, la loi sur la sécurité interne, élaborée afin de limiter l'activité politique ;
- cesser tous les procès et toutes les exécutions publiques.

Ces mesures sont nécessaires pour créer les conditions d'une discussion politique libre — une condition essentielle pour assurer que le peuple lui-même participera au processus de la reconstruction de son pays. Les mesures ci-dessus doivent donc précéder les négociations.

Lignes directrices pour la négociation

Nous soutenons le point de vue du mouvement de libération sud-africain selon lequel, dès la création de ce climat, le processus de négociation devrait commencer sur les lignes suivantes :

- des discussions devraient avoir lieu entre le mouvement de libération et le régime

de la Charte de liberté [le document programmatique de l'ANC, ndr].

Dans celle-ci, la perspective d'une nationalisation de l'essentiel des moyens de production laissait la porte ouverte à diverses interprétations sur les fondements sociaux du futur Etat. L'économie sud-africaine est constituée, jusqu'à présent, d'un très puissant secteur d'Etat et elle est marquée par une forte monopolisation aux mains du secteur privé. Un projet de nationalisation des entreprises, tel que le concevait la Charte (11) soulevait donc objectivement, le débat sur un changement dans les rapports sociaux. Certaines interprétations de gauche de la Charte ont pu ainsi se développer, pendant toute une période, expliquant que l'application de la Charte bouleverserait, de toute manière, l'économie capitaliste (12). Dans

8) Le débat public dans la revue de l'ANC, *Sechaba*, a été officiellement clos avec le numéro d'août 1989.

9) Conférence de Kabwe.

10) Le PC vient de produire un nouveau programme dans lequel il introduit la possibilité d'un transfert négocié de pouvoirs. Parlant de possible "compromis" et de règlement négocié, il ajoute contradictoirement que cela doit être le résultat d'une crise généralisée et d'un soulèvement révolutionnaire croissant, en vue de la prise du pouvoir.

11) « Les richesses minérales contenues dans le sol,



gime sud-africain afin de suspendre les hostilités des deux côtés par un accord de cessez-le-feu mutuellement obligeant ;

- des négociations devraient alors avoir lieu afin d'établir la base pour l'adoption d'une nouvelle Constitution, en se mettant d'accord sur, entre autres, les principes déclarés ci-dessus ;
- les parties, après accord sur ces principes, devraient alors négocier le mécanisme nécessaire à l'élaboration d'une nouvelle Constitution ;
- les parties devront s'accorder sur le rôle que jouera la communauté internationale afin d'assurer une transition réussie vers un ordre démocratique ;
- les parties devront convenir de la formation d'un gouvernement intérimaire pour superviser le processus de l'élaboration et de l'adoption d'une nouvelle Constitution ; pour gouverner et administrer le pays, aussi bien qu'effectuer la transition vers un ordre démocratique, y compris la tenue d'élections ;
- après l'adoption de la nouvelle Constitution, toutes les hostilités armées seront considérées comme formellement terminées ;
- pour sa part, la communauté internationale lèvera les sanctions qui ont été imposées à l'encontre de l'Afrique du Sud de l'apartheid ;
- l'Afrique du Sud nouvelle aura les qualités requises pour devenir membre de l'Organisation de l'unité africaine. ■

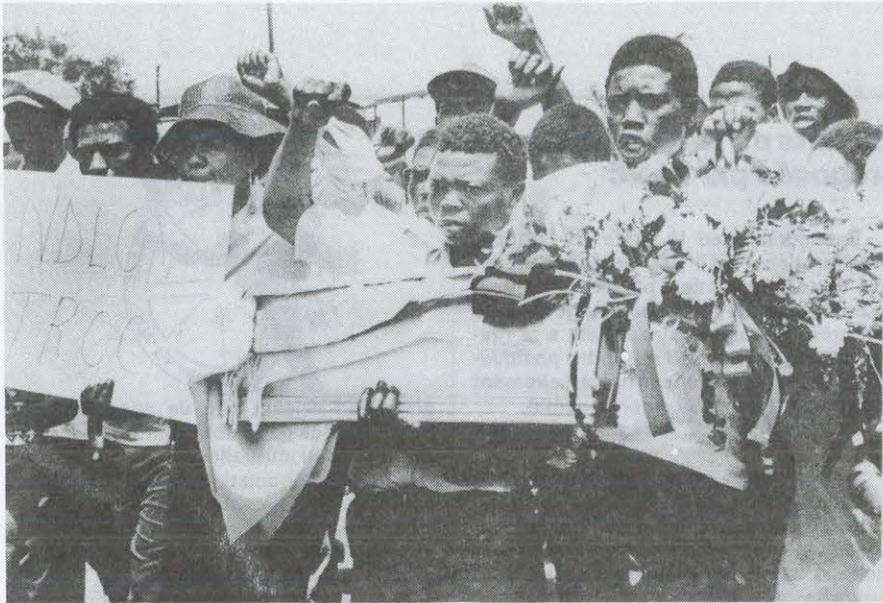
le texte de 1988, il s'agit clairement d'un projet d'économie mixte, sans ambiguïté sur une quelconque dynamique anti-capitaliste (13).

Rien de tout cela ne saurait s'expliquer sans se référer à la nouvelle situation internationale. Voilà bientôt deux ans que des officiels soviétiques ont commencé à propager le nouveau réalisme du Kremlin. Le départ des troupes cubaines d'Angola et le processus d'indépendance en Namibie rentrent directement dans le cadre des règlements des conflits régionaux, chers à Gorbatchev. Après avoir dû fermer l'essentiel de ses bases en Angola, l'ANC s'est également vu contraint à réduire sa présence en Zambie. Ce sont là les effets directs des négociations internationales. Ceux qui estiment que l'affaire namibienne s'est essentiellement dénouée

les banques et l'industrie des monopoles devront devenir la propriété du peuple de manière globale. Toutes les autres industries et le commerce devront être contrôlés afin qu'ils profitent au bien-être de la population. »

12) Voir *Inprecor* numéro 232, du 15 décembre 1986.

13) Récemment, un des principaux dirigeants du syndicat de la métallurgie et du COSATU, Alec Erwin, plaide pour un projet socialiste de planification démocratique (*Work in progress* numéro 61, Johannesburg). Mais le débat avec le projet constitutionnel de l'ANC reste très implicite.



Enterrement d'une petite sud-africaine de deux mois, asphyxiée par des gaz lacrymogènes lancés dans sa maison par la police

autour de la victoire militaire des Cubains contre les Sud-Africains, à Cuito Carnavale, en Angola, ne pensent guère à cet aspect des choses (14).

Le soutien de l'URSS à l'ANC a donc changé de nature. Carte maîtresse de la politique diplomatique et militaire du Congrès national africain durant vingt ans, l'aide soviétique est maintenant entièrement tournée vers le projet de règlement négocié à court terme avec le pouvoir blanc. Et, si De Klerk accélère les ouvertures, c'est parce qu'il dispose, sur la scène internationale, de conditions et de garanties nouvelles.

Pressions soviétiques

L'impasse de tout le mouvement de libération à partir de 1987, et la recherche par l'ANC d'une solution rapide, mais partielle, sont entrées en résonance avec les pressions soviétiques (15).

Expliquer les actuels pourparlers par le seul fait d'un affaiblissement du pouvoir serait donc très unilatéral. Certes, la situation économique est mauvaise : le 16 octobre, il y a eu un crack boursier de 10,6 %, malgré la satisfaction affichée par les entrepreneurs à propos de la nouvelle situation politique. Mais les sanctions, tant industrielles que financières, n'ont pas eu l'impact escompté : l'économie sud-africaine en a profité pour accélérer sa restructuration, et le pays a obtenu un ré-échelonnement de sa dette extérieure, pour un montant de huit milliards de dollars.

Le système a en effet un besoin urgent de se réformer, afin de rétablir au plus vite les taux de profit. L'apartheid, comme système de régulation sociale, a définitivement achevé de servir les intérêts du capital. Et le réformisme du pouvoir s'explique, en partie, par ces nouvelles nécessités. C'est donc une combinaison de crise sociale et de crise structurelle qui pousse le régime, depuis le début des années 80, à aménager, puis à remettre en question l'apartheid.

Cette profonde évolution a placé le mouvement ouvrier devant de nouvelles

difficultés. Comment lutter contre un patronat qui se réjouit d'une nouvelle législation du travail plus répressive que la précédente et qui, en même temps, propose aux Noirs un actionnariat ouvrier ? Comment répondre à un appareil d'Etat qui, au niveau national, maintenait jusqu'à récemment une politique très répressive mais qui, au niveau local, s'ouvrait peu à peu à des négociations avec les représentants d'associations populaires (16) ? Comment concevoir une stratégie sur le long terme quand, parallèlement au maintien d'une immense misère pour la majorité, se développe très rapidement une couche de petits entrepreneurs et de *yuppies* noirs, accédant à la grande ville "blanche" et à sa consommation ?

La Charte ouvrière

Bien avant que ne s'amorce le grand débat sur les négociations, la question des conquêtes partielles était présente dans l'esprit des directions syndicales. Car, en effet, si le mouvement de 1984-1987 n'avait pas permis la prise du pouvoir, il fallait bien imaginer une nouvelle stratégie qui protège le mouvement ouvrier. Mais le scénario envisagé alors n'était pas celui de réformes négociées au sommet.

Au congrès de juillet 1989 du COSATU, le débat sur la "Charte ouvrière" a illustré ces évolutions. Alors qu'auparavant, la gauche syndicale présentait la Charte ouvrière comme un projet globalement socialiste, il est maintenant question d'un programme de revendications démocratiques et sociales, tout à fait

fondamental, mais ne constituant plus un projet socialiste en soi. On comprend fort bien ces dirigeants ouvriers qui, convaincus que la question du pouvoir n'est pas, ou plus, à l'ordre du jour, pensent qu'il faut se replier sur un projet plus modeste de défense de la classe ouvrière. Mais du coup, le projet de Charte ouvrière devient de facto un additif au projet constitutionnel de l'ANC, au même titre que la Charte sur l'éducation ou celle sur les femmes. Il ne vise plus à doter la classe ouvrière d'un programme global (17).

Les ouvertures actuelles créent des conditions radicalement différentes pour les luttes au quotidien. La manifestation autorisée du Cap, le 13 septembre, et le meeting de Johannesburg, le 29 octobre, symbolisent les nouvelles marges de manœuvre dont peut disposer mouvement de masse. C'est essentiel pour comprendre comment l'écrasante majorité du mouvement de masse va se situer face à la nouvelle politique de l'ANC (18). Les militants de base vont percevoir la nouvelle situation comme une possibilité d'obtenir la fin de l'apartheid.

Questions complexes en débat

D'ores et déjà, les secteurs les plus avancés sont traversés par d'importantes discussions :

— L'ANC a présenté son projet de Constitution comme un projet que tout le mouvement de masse doit librement débattre. La résolution du congrès du COSATU de juillet 1989, dit à propos d'un processus de négociation qu'il faut « dans l'éventualité de la mise en place de négociations, s'assurer que notre peuple s'investisse massivement dans le processus, afin qu'aucune négociation n'ait lieu sans la participation démocratique du peuple » et que « seul un corps souverain mandaté par le peuple et responsable devant lui en tant qu'entité peut avoir l'autorité de discuter une nouvelle Constitution et de décider de sa mise en application ».

Quelle peut-être la base de représentativité du mouvement de masse dans un véritable processus de négociation ? Quel en sera la transparence ? Comment le COSATU va-t-il concilier son projet de relation unitaire avec l'autre fédération, le Congrès national des syndicats (NACTU), et son appartenance au Mouvement démocratique de masse (MDM), où l'ANC est largement hégémonique ?

14) Voir *Inprecor* numéro 282, du 20 février 1989.

15) « L'ANC veut une négociation politique, je dois vous le dire. Nous n'avons pas besoin de les pousser vers cela. Mais il faut être deux pour danser le tango » Le Secrétaire d'Etat soviétique Anatoly Adamichin, Harare, mars 1989, cité dans *Transformation* numéro 9, Durban.

16) Voir *Work in Progress* numéro 61, septembre 1989, Johannesburg.

17) Moses Mayekiso, dirigeant du Syndicat de la métallurgie, explique ce changement, mais continue à défendre la nécessité, par ailleurs, d'une perspective socialiste. *South African Labour Bulletin* numéro 2, 1989, Johannesburg.

18) Les premières positions adoptées par le Congrès panafricain (PAC) sont, de ce point de vue, ridicules et dan-

gereusement gauchistes. Notamment, quand son principal leader, Zephania Mothopeng, critique les grandes marches de la campagne de défiance d'octobre dernier (voir *Inprecor* numéro 293 du 18 septembre 1989), en expliquant qu'elles ont été « seulement profitables au gouvernement auquel elles ont fait gagner un capital politique important ». Il est juste de dire que le gouvernement développe sa propre stratégie d'intégration et de négociation. Mais ce serait une grave erreur de ne pas comprendre que les nouvelles mobilisations démocratiques offrent d'importantes opportunités d'activité politique, y compris, à terme, pour ceux qui ne se réclament pas des positions chartistes dominantes. Regretter le bon temps de la clandestinité, et ne pas saisir les tâches nouvelles du front unique risquent fort d'isoler ces courants.

En principe, la grande conférence unitaire "pour un avenir démocratique" devrait clarifier ces questions. Soit l'unité est préservée, et tous les courants ouvriers et révolutionnaires peuvent y participer comme prévu, soit on en revient à l'ancien sectarisme, et le courant chartiste réduit cette réunion à un front entre lui et les courants démocratiques bourgeois (19).

— Tout le monde s'accorde maintenant pour exiger une Afrique du Sud "non-raciale", c'est-à-dire sans aucune loi faisant référence à l'appartenance raciale ou ethnique. Le vieux débat sur l'existence de "nationalités" ou de "nations" séparées composant l'Afrique du Sud est clos, au moins momentanément. Mais, quelle peut être une société sud-africaine réellement débarrassée de toute discrimination ? Quelle définition donner au terme d'égalité ? Egalité formelle devant la loi ? Egalité des chances pour se faire une place dans l'économie de marché (20) ?

— La question de la terre est irrédûciblement liée à la question des bantoustans : comment va-t-on démanteler cette partie essentielle de l'apartheid ? Que veut dire, dans le projet de l'ANC, une réforme agraire menée par l'actuel Etat ?

— De nombreuses déclarations, notamment de la part du courant chartiste, réaffirment que la classe ouvrière doit rester la force centrale du changement. Mais de quelle hégémonie sociale et politique s'agit-il ? Comment, par exemple, dans les processus en cours, conserver ou défendre l'indépendance des syndicats, préserver leur unité et leur démocratie ?

Economie mixte et pouvoir politique

— Le débat sur l'économie mixte a été introduit par l'ANC et les Soviétiques, en prenant pour exemple le Nicaragua et l'Union soviétique. Ces trois situations ne sont pourtant en rien comparables : celle d'un petit pays dépendant, au tout début de la transition ; celle d'un pays hautement industrialisé après soixante-dix ans de "socialisme" ; et enfin celle d'un pays comme l'Afrique du Sud, pour lequel le premier problème est de savoir qui va détenir le pouvoir d'Etat.

— Le pouvoir va tenter de combiner négociations et ouvertures institutionnelles partielles. Faudra-t-il boycotter les élections locales ou non ? Faudra-t-il s'opposer globalement à toutes les ouvertures institutionnelles faites par le pouvoir ou, au contraire, maintenir une ligne de boycott généralisé ?

— Le principe d'un gouvernement intérimaire proposé par l'ANC soulève le problème des compromis au plus haut niveau du pouvoir d'Etat. Mais rien n'est

encore précisé sur la composition d'un tel gouvernement. Quel contenu concret l'ANC pense-t-il donner à un tel projet ? Et quels sont les risques pour le mouvement de masse ?

Dans ces débats, deux problèmes vont se mêler pour ceux qui garderont comme objectif la lutte pour le socialisme. D'une part, comment proposer des objectifs concrets et unitaires au mouvement de masse, dans les circonstances présentes d'hégémonie de l'ANC

et d'espoir majoritaire d'un dénouement rapide. D'autre part, comment bâtir un projet stratégique sur le long terme, capable de capter l'intérêt de tous ceux qui, y compris dans le mouvement chartiste, vont chercher à utiliser la nouvelle conjoncture pour poser dans des termes nouveaux la question de la lutte anti-capitaliste. ■

22 novembre 1989

Projet de Constitution

NOUS PUBLIONS ci-dessous l'avant-projet constitutionnel élaboré en 1988 par la direction du Congrès national africain (ANC), qui a proposé à toutes les organisations de masse d'en débattre.

DOCUMENT



LA CHARTE de la liberté reste aujourd'hui unique, étant le seul document sud-africain de son genre qui adhère fermement aux principes démocratiques et est accepté à travers le monde entier. Parmi les Sud-Africains,

elle est devenue, de loin, le programme le plus largement accepté dans la perspective de l'après-apartheid.

Le moment approche, où la Charte de la liberté ne sera plus un rêve d'avenir mais une réalité constitutionnelle.

Nous, ANC, soumettons au peuple sud-africain et à tous ceux à travers le monde qui désirent voir la fin de l'apartheid, nos orientations de base pour la fondation d'un gouvernement et d'une Afrique du Sud post-apartheid. (...)

L'abrogation des lois discriminatoires et la suppression radicale des vestiges du régime illégitime ne sont cependant pas suffisantes. Les structures et les institutions de l'apartheid doivent être démantelées et remplacées par d'autres qui soient démocratiques. Les idées et les pratiques de l'apartheid ne doivent plus réapparaître, ni sous de nouvelles, ni sous d'anciennes formes.

De plus, les effets de siècles de domination raciale et d'inégalité doivent être dépassés par des changements constitutionnels qui impulsent des actions collectives garantissant une redistribution rapide et irréversible de la richesse, et apportant des commodités pour tous. La Constitution doit aussi être

à même de promouvoir la mise place d'habitudes de pensée anti-racistes et anti-sexistes ; la pratique d'un comportement anti-raciste ; et l'acquisition par tous d'une authentique conscience patriotique.

La Constitution doit garantir la ferme protection des Droits de l'homme fondamentaux de tous les citoyens. Il doit exister des droits égaux pour tous les individus, indépendamment de leur race, de leur couleur, de leur sexe ou de leur religion. De plus, la Constitution doit garantir des droits culturels, linguistiques et religieux égaux pour tous.

Dans les conditions de l'Afrique du Sud contemporaine, 87 % de la terre et 95 % des instruments de la production sont aux mains de la classe dirigeante, qui est uniquement composée par la communauté blanche.

Les principes de base de la Constitution

Il s'ensuit donc que si les droits des groupes étaient protégés par la Constitution, cela perpétuerait le statut quo, et signifierait que les masses continuent à être constitutionnellement piégées par la pauvreté et à être marginales dans leur pays natal.

Finalement, l'efficacité de la Constitution dépendra largement de son degré de défense des conditions d'un investissement actif de tous les secteurs de la population, à tous les niveaux de gouvernement et dans la vie économique et culturelle.

En nous basant sur ces objectifs fondamentaux, nous déclarons que la suppression de l'apartheid et la création d'une Afrique du Sud réellement juste et démocratique requièrent une Constitution basée sur les principes suivants.

L'Etat

1 - L'Afrique du Sud doit être un Etat indépendant, unitaire, démocratique et non racial.

19) La conférence initialement prévue en octobre a été repoussée au 9 décembre.

20) L'ANC est tout à fait conscient du problème, puisqu'il emploie à dessein le terme d'action "positive" pour désigner les dispositifs chargés de corriger les retards, notamment dans le domaine foncier.

2 - La souveraineté doit appartenir au peuple tout entier et doit être exercée à travers une législation centrale unique, exécutive, judiciaire et administrative. Des délégations de pouvoir des autorités centrales aux autorités subalternes doivent être prévues, dans le but d'une administration plus efficace et d'une participation démocratique.

3 - Les institutions des dirigeants et des chefs héréditaires doivent être transformées pour servir les intérêts de tout le peuple, conformément aux principes démocratiques établis par la Constitution.

4 - Tous les organes de gouvernement, y compris la justice, les forces armées et de sécurité, doivent être représentatives de tout le peuple, démocratiques dans leurs structures et fonctionnant suivant les principes de la Constitution.

Les élections

5 - Dans l'exercice de sa souveraineté, le peuple doit avoir le droit de voter au suffrage universel basé sur le principe d'une personne égale une voix.

6 - Chaque électeur doit avoir le droit de se présenter aux élections et d'être élu dans tous les organes législatifs.

L'identité nationale

7 - L'Etat doit avoir une politique de développement d'une seule identité nationale et d'une loyauté unissant tous les Sud-Africains. En même temps, l'Etat devra reconnaître la diversité culturelle et linguistique de la population et apporter des facilités pour un développement culturel et linguistique libre.

La Déclaration des droits et l'action positive

8 - La Constitution devra inclure une Déclaration des droits basée sur la

Charte de la liberté. Une telle Déclaration des droits devra garantir les Droits de l'homme fondamentaux de tous les citoyens, indépendamment de leur race, couleur, sexe ou religion, et devra apporter des mécanismes appropriés pour leur protection et renforcement.

9 - L'Etat et les institutions sociales doivent être contraints par la Constitution à éradiquer la discrimination raciale sous toutes ses formes.

10 - L'Etat et les institutions sociales doivent être contraints par la Constitution à prendre des mesures actives pour supprimer rapidement les inégalités économiques et sociales créées par la discrimination raciale.

11 - L'apologie ou la pratique du racisme, du fascisme, du nazisme ou l'incitation à l'exclusivité ethnique ou régionale, ou à la haine devront être bannies.

12 - Selon les clauses 9 et 11, l'Etat démocratique devra garantir les droits et les libertés élémentaires, telles les libertés d'association, de pensée, de culte et de presse. En outre, l'Etat doit protéger le droit au travail et garantir le droit à l'éducation et à la sécurité sociale.

13 - Tous les partis qui se conforment aux clauses 9 à 11 ci-dessus, devraient avoir le droit d'exister légalement et de prendre part à la vie politique du pays.

L'économie

14 - L'Etat devra garantir que toute l'économie servira les intérêts et le bien-être de toute la population.

15 - L'Etat devra avoir le droit de déterminer le contexte général dans lequel la vie économique prendra place, définir et limiter les droits et les devoirs liés à la possession et à l'usage des moyens de production.

16 - Le secteur privé de l'économie doit être contraint à coopérer avec l'Etat pour la réalisation des objectifs de la Charte de la liberté sur la promotion du bien-être social.

17 - L'économie devra être mixte, avec un secteur public et un secteur privé, un secteur coopératif et un secteur de production familiale à petite échelle.

18 - Les formes d'économie coopérative, les industries villageoises et les activités familiales doivent être aidées par l'Etat.

19 - L'Etat devra promouvoir l'acquisition de connaissances de gestion, techniques et scientifiques dans tous les secteurs de la population, particulièrement chez les Noirs.

20 - La propriété pour l'usage et la consommation personnelle devra être protégée par la Constitution.

La terre

21 - L'Etat devra définir et mettre en place un programme de réforme agraire qui inclura et poursuivra les buts suivants : abolition de toutes les restrictions raciales sur la propriété et l'usage de la terre, application d'une réforme agraire conformément au principe de l'action positive, tenant compte des victimes de déplacements forcés.

Les travailleurs

22 - Une Charte protégeant les droits syndicaux des travailleurs, spécialement le droit de grève et les conventions collectives, devra être incluse dans la Constitution.

Les femmes

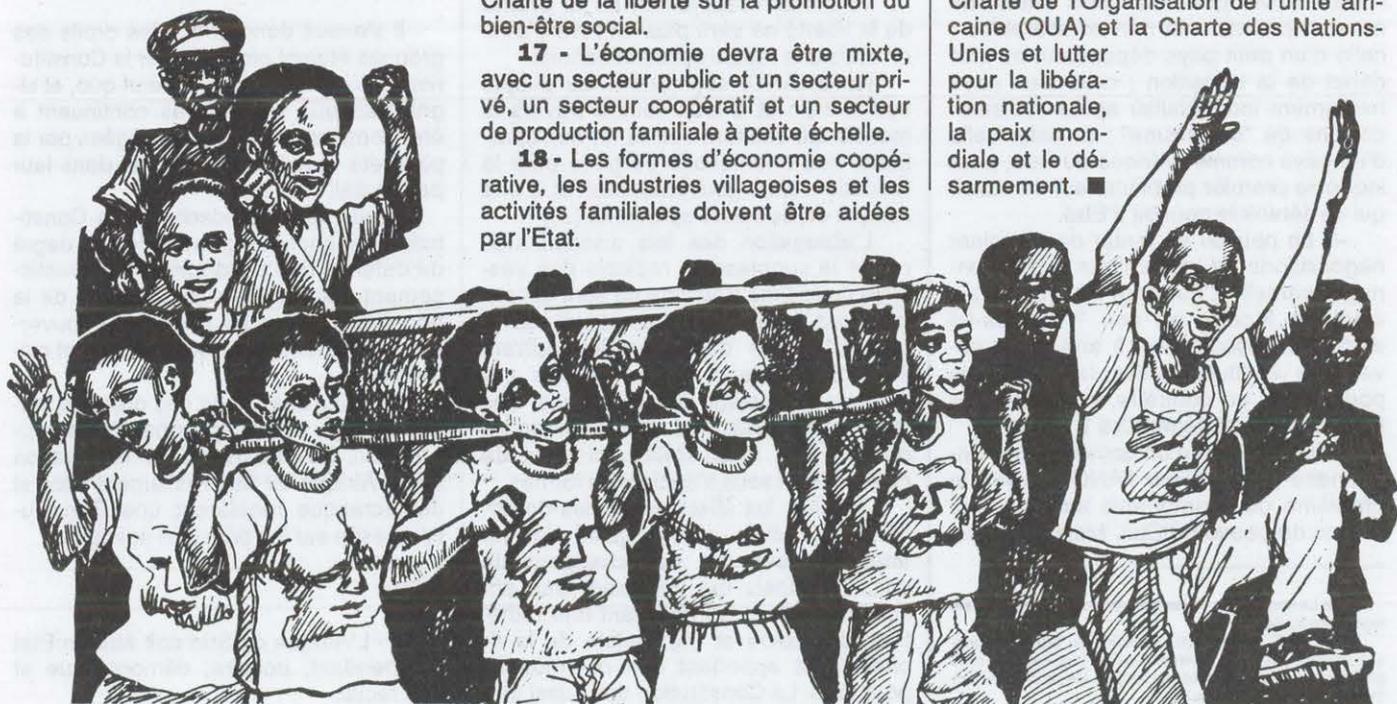
23 - Les femmes devront avoir des droits égaux dans toutes les sphères de la vie publique et privée, et l'Etat devra pratiquer l'action positive pour éliminer les inégalités et la discrimination entre les sexes.

La famille

24 - Les droits de la famille, des parents et des enfants doivent être protégés.

Sur le plan International

25 - L'Afrique du Sud devra être un Etat non-aligné selon les principes de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Charte des Nations-Unies et lutter pour la libération nationale, la paix mondiale et le désarmement. ■





La glasnost et ses limites

Une brèche dans les archives du Nkvd

LES ARCHIVES du Nkvd, la tristement célèbre police politique soviétique de l'époque stalinienne, demeurent hermétiquement fermées et inaccessibles aux chercheurs. Cependant, une partie de la documentation du Nkvd concernant les camps de déportation — le *goulag* — avait été transmise aux archives civiles, où elle a été récemment découverte par le professeur de l'Académie des sciences, Zemskov. Dans un article écrit pour la revue *Argumenti i fakti*, un des piliers de la *glasnost*, il expose les résultats de sa recherche.

Le *goulag* était un ensemble de 53 camps, 426 colonies pénales et 50 camps réservés aux mineurs. Selon les estimations de Zemskov, ces lieux ont abrité plus de 10 millions de personnes entre 1934 et 1947. De cette masse impressionnante de victimes de la terreur stalinienne, 4 182 000 citoyens furent libérés, 360 000 réussirent à s'enfuir et environ un million moururent. Le destin des autres reste entouré d'un sinistre mystère. Les archives classent les déportés du *goulag* en trois catégories : 28,7 % accusés d'« activité contre-révolutionnaire », 12 % de « spéculation » et 9,7 % de « vol ». Zemskov ajoute le chiffre de presque 10 millions de Soviétiques qui passèrent par les prisons du Nkvd, une grande partie d'entre eux furent ensuite déportés dans les *goulags* (il doivent donc être compris parmi les 10 millions précédents).

Cette documentation est incomplète et comporte des lacunes, mais elle suffit à donner une idée de l'horreur mise en place dans l'URSS sous Staline. Il faut d'ailleurs rappeler que, toujours dans *Argumenti i fakti*, l'historien Roy Medvev a estimé qu'entre 5 et 7 millions d'opposants ont été réprimés dans la seule période des Procès de Moscou (1 million exécutés et les autres déportés, voir *Inprecor*, numéro 294 du 2 octobre 1989). Comme le souligne le professeur Zemskov, la bureaucratie stalinienne n'avait rien à envier aux nazis : « Les comptes rendus ressemblent à des bilans d'entreprise. Tout était comptabilisé, même les clous qui étaient utilisés pour les caisses ».

« Et l'utopie dans tout ça ? »

UNE DELEGATION de catholiques brésiliens (des prêtres, des militants syndicaux, des intellectuels) a visité la Pologne, en août 1989, à l'initiative du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). Deux membres de cette délégation, l'anthropologue Ruben Cesar Fernandez, et le sociologue Luis Alberto da Souza, ont fait part de leurs impressions aux journalistes de *Solidarnosc-Hebdo*, en voici quelques extraits :

« **Da Souza** : Quand les gens nous ont parlé de l'histoire et de la situation actuelle de ce pays, nous avons compris l'importance et la puissance créatrice du mot "liberté" chez vous. Cela équivaut à "égalité" ou à "justice" chez nous. Nous avons peu à peu réussi à surmonter les réflexes émotionnels, et même idéologiques, qui nous amenaient auparavant à percevoir votre réalité à travers le prisme de nos concepts et de nos problèmes.

« Ainsi, quand nous avons entendu que vous désiriez revenir aux lois du marché, nous étions irrités, vu que nous venons du pays du capitalisme sauvage. Cependant, quand nous avons vu à quel point votre pays, soumis à la bureaucratie d'Etat, est plongé dans la corruption et le marasme économique, nous avons compris que l'aspiration à la liberté peut également avoir un sens dans le domaine économique ; compris que cela valait la peine de tenter de rejeter les idées préconçues envers le capitalisme et le libéralisme, pour observer les défis concrets auxquels sont confrontés les Polonais.

« **Fernandez** : Je suis très enthousiasmé par la Pologne. J'aimerais cependant vous faire part d'une certaine déception que j'ai vécue pendant cette visite. Vous avez beaucoup d'imagination dans votre vie sociale, mais au moment du passage aux réalisations concrètes, vous manquez de mots adéquats. On a l'impression que vous n'arrivez pas à décrire vos perspectives, à définir vos idées et vos programmes. Nous avons fréquemment entendu le mot "néo-libéralisme" : c'est un vieux terme, usé jusqu'à la corde. Nous avons également entendu le préfixe "post" : or si on définit quelque chose de "post-socia-

liste" ou de "post-totalitaire", on reste prisonnier de l'ancien langage. Vous manquez donc de mots, mais également peut-être d'idées claires, non seulement pour résoudre la question sans précédent de la sortie du communisme, mais aussi pour élaborer un programme de construction d'un nouveau modèle de vie sociale. J'ai été déçu quand les gens m'ont tout le temps répété qu'il ne fallait pas avoir d'idées utopiques, mais être réaliste. Comme si vous aviez peur de l'imagination sociale.

« Vous parlez beaucoup de la nécessité de renouer avec le passé et d'y puiser des valeurs pour aujourd'hui. Notre passé à nous, c'est le colonialisme, l'esclavage et la misère. Pour cette raison, nous regardons vers l'avenir et nous sommes attirés par l'utopie.

« Je sais que chez vous, nombre de gens ont été choqués lorsqu'après avoir visité l'URSS, le théologien brésilien Leonardo Boff [un des principaux défenseurs de la Théologie de la libération] a chanté les louanges du système soviétique en rentrant. Mais, chez nous, la propagande est manichéenne, donc on voit les choses un peu différemment. D'ailleurs, j'imagine l'indignation de mes amis si je leur montrais les photos de Walesa fraternisant avec le président des Etats-Unis.

« **Da Souza** : Quand nous avons été chez les mineurs de Slask et les travailleurs de l'aciérie de Nowa Huta, nous avons eu l'occasion de voir ce qui se passe chez des gens simples, chez ceux qui ont participé au grand mouvement de grève par lequel tout a commencé. C'était intéressant de voir les choses depuis cet angle, et pas uniquement du point de vue des dirigeants politiques et des intellectuels. Chez nous aussi, à la fin des années 70 et au début des années 80, a eu lieu un grand mouvement de grève qui a donné naissance à une nouvelle centrale syndicale et à un nouveau parti politique. Je pense qu'un échange d'expériences entre les ouvriers de nos deux pays pourrait être très fructueux, ainsi que des échanges entre les hommes d'Eglise. Il y a de nombreuses différences entre nous, mais si l'on s'écoute mutuellement, cela peut s'avérer très intéressant. »

Droit de référendum accordé en Lituanie

LE 5 NOVEMBRE dernier, le Soviet suprême de la République de Lituanie a voté l'instauration du droit de référendum. Dorénavant, des référendums populaires pourront être convoqués à la demande de la moitié des membres du Soviet suprême, ou de 300 000 citoyens. Il sera intéressant d'observer si cette mesure va être reprise dans les autres républiques des Pays baltes, en Biélorussie, en Ukraine, et ailleurs.

La revanche de l'Histoire

LA TCHECOSLOVAQUIE a explosé à son tour, prenant de court le pouvoir qui avait cru être en mesure d'ignorer indéfiniment les aspirations démocratiques des travailleurs de ce pays. Petr Uhl, membre de la Charte 77 et du Comité de défense des personnes injustement emprisonnées (VONS), avait été lui-même arrêté le 19 novembre, au début des manifestations, et a été finalement libéré le 25. Il vient d'être à l'origine de la constitution d'un groupe politique : l'Alternative de gauche/Mouvement pour le socialisme démocratique autogéré. Nous l'avons joint au téléphone, à Prague, au soir de la grève générale de deux heures à laquelle ont participé des millions de Tchécoslovaques, le 27 novembre dernier.



PETR UHL : Les développements en Union soviétique, en Pologne et en Hongrie ont joué un rôle déterminant dans la radicalisation actuelle. Mais, ce sont surtout les récents événements de RDA qui ont mis le feu

aux poudres. En effet, la situation socio-économique en Tchécoslovaquie est beaucoup plus proche de celle de RDA que celles de Pologne ou de Hongrie.

Certes, il n'y a pas eu d'exode en Tchécoslovaquie, ni d'attrait d'une RFA voisine... mais la population s'est dit que, si les Allemands de l'Est ont pratiquement réussi à renverser l'ancien régime en descendant dans la rue, ils pouvaient faire de même. Jusqu'à maintenant, à la base du mécontentement qui s'est exprimé dans les manifestations des mois précédents, on trouvait surtout des étudiants, des intellectuels, de jeunes ouvriers. La majorité de la population restait encore passive. Mais, en l'espace de deux jours, à la suite des brutalités policières du 17 novembre, le peuple tout entier s'est mobilisé.

Dans cette affaire, j'ai joué un rôle personnel très particulier. En tant que représentant de l'Agence d'information pour l'Europe de l'Est, j'ai lancé une fausse nouvelle sur la prétendue mort d'un jeune étudiant. Certes, j'étais alors persuadé de la véracité de cette information. Ceci dit, les circonstances très obscures de cette affaire n'ont pas encore été élucidées. Mais la crédibilité de cette information était telle, que personne n'a cru au démenti gouvernemental, qui comprenait d'ailleurs plusieurs versions contradictoires. Dimanche après-midi, je me suis excusé pour cette fausse nouvelle auprès du peuple tchécoslovaque, à la tribune de l'Etna, devant des centaines de milliers de personnes (avec retransmission télévisée à des millions de citoyens). Mais la foule a scandé : « Ça ne fait rien, ça ne fait rien ! »...

■ La grève générale d'aujourd'hui a-t-elle été fortement suivie ?

— Presque toutes les usines ont débrayé à 100 % de midi à deux heures, avec partout des meetings. A Prague, il y avait plus d'un demi-million de personnes dans les rues. Dans tout le pays ce sont au total plusieurs millions de personnes qui ont manifesté. L'on manifeste, l'on discute. Aujourd'hui, même des policiers ont manifesté ! Deux d'entre eux, qui avaient pris part à la répression du 17 novembre, sont venus s'excuser devant les masses, en déclarant que le gouvernement les y avait contraint et que cela ne se reproduirait plus !

■ Est-il possible que le Parti communiste tente de réintégrer ses anciens cadres comme Dubček, qui avaient été "épurés" après l'écrasement du "Printemps de Prague", en 1968 ?

— C'est très probable. Déjà hier, des négociations ont eu lieu entre le PC et Obroda (Renouveau, composé d'exclus du PC). Ils envisageraient même de remettre Dubček à la tête du Parti. Celui-ci semble prêt à le faire, il est d'ailleurs resté très populaire. Le PC pourrait se renouveler et redevenir un parti communiste réformiste, à la hongroise. Mais, à la différence de la Hongrie, je pense qu'il n'y aura pas de scissions dans le PC. Par ailleurs, il est possible qu'il garde une certaine influence politique, même en cas d'élections libres.

■ Comment peut-on caractériser le Forum civique (FC) qui semble avoir pris la tête du mouvement ?

— Ce n'est pas vraiment la direction du mouvement. C'est plutôt un amalgame oppositionnel qui regroupe des artistes, des intellectuels, des étudiants, etc., issus de diverses associations, et qui prétendent être les représentants

des masses. Mais en réalité, le FC est assez isolé du mouvement étudiant et ouvrier. Il existe des comités de base dans les écoles, les quartiers, ainsi que des comités de grèves dans les usines. Tout cela constitue des éléments d'auto-gestion, mais reste fragmenté et coupé de la direction de Prague qui fait l'objet de nombreuses critiques et est traversée par des clivages.

Il existe très peu de contacts entre les groupes de base et la direction auto-proclamée du FC. Celle-ci est composée d'une centaine de membres, eux-mêmes dirigés par un noyau de dix personnes, chapeauté à son tour par trois individus qui gravitent autour de Vaclav Havel : le Bureau politique du Bureau politique !

Le FC s'est lancé dans des négociations en coulisses avec le pouvoir. Or, il ne peut être question d'élaborer un programme politique de gouvernement en collaborant avec le régime actuel, d'autant plus que le programme adopté par le FC est de caractère néo-libéral. J'ai d'ailleurs voté contre ce projet. Je pense qu'aujourd'hui, nous devons prioritairement mettre en avant nos revendications et lutter pour les faire aboutir.

■ Le capitalisme exerce-t-il un attrait sur les masses ?

— Non, même le programme du FC ne se réfère pas explicitement au capitalisme. L'état d'esprit des gens évoque plus ce qui se passe en RDA. Les travailleurs ont peur des privatisations, de l'intensification du travail, du chômage, etc. Presque tout le monde est favorable à des éléments de privatisation dans les petites entreprises familiales, les services, le petit commerce, etc., mais pas dans la grande industrie.

D'ailleurs, à la base, le Forum se construit surtout autour de questions politiques, démocratiques, des Droits de l'homme, de l'écologie, de la culture, etc. Mais il n'a pas encore une vision économique claire. Tout cela est en gestation, il y a trois jours encore, le mouvement était violemment réprimé dans la rue !

Je ne pense pas que le FC va conserver sa forme actuelle. Les comités locaux qui se forment dans les villes, les régions, etc. vont se coordonner et ce sont eux qui, depuis la base, créeront de nouvelles structures et transformeront son fonctionnement anti-démocratique d'aujourd'hui. ■

**27 novembre 1989
Propos recueillis
par Eric Toussaint**